

La revolution roumaine de 1989 vue de Bruxelles

Preda, Caterina

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Preda, C. (2005). La revolution roumaine de 1989 vue de Bruxelles. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 5(2), 427-459. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56291-4>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

La révolution roumaine de 1989 vue de Bruxelles

CATERINA PREDĂ

L'annus mirabilis 1989 est le point de départ de toute analyse du postcommunisme, transition démocratique et étude de consolidation démocratique à l'Est de l'Europe¹. L'histoire du postcommunisme commence dans l'imaginaire collectif avec la chute du Mur de Berlin, le symbole pour presque 40 ans de la division Est-Ouest. Pour les Roumains, la date symbole pour la fin du régime communiste est le 22 Décembre 1989. Certainement, la surévaluation d'un court moment, la chute des régimes communistes n'est pas porteuse en elle-même. Néanmoins, son caractère et son déploiement influencent de manière significative la manière dont se construit, se consolide le régime démocratique d'après². Cependant cette étude suit une niche particulière de l'étude des fondements démocratiques postautoritaires/communistes, c'est-à-dire la construction de la réalité révolutionnaire par l'intermédiaire des médias étrangers.

La *révolution roumaine* de 1989, un événement contesté par les médias occidentaux (et ceci dès le début, en janvier 1990) mais aussi par la société roumaine dans l'après 1989, garde toujours une aura énigmatique³. La rupture de décembre 1989 est comprise ici comme le préliminaire du changement systémique. L'analyse du démantèlement du régime communiste dépasse les limites de cet article qui ne cherche qu'à éclairer la médiatisation de ce processus révolutionnaire par la presse occidentale et plus particulièrement par la presse écrite belge. Le propos de cette courte étude n'est donc pas de découvrir, dévoiler la vérité ou de trouver les coupables de l'hypothétique manipulation. Nous essayerons en ce qui suit, de montrer comment un média occidental a traité la «révolution roumaine», quels ont été les mécanismes à travers lesquels s'est construite une image forte et émotionnelle des tracas de la réalité roumaine au moment de la rencontre avec la démocratie.

Ce qui nous a déterminé d'analyser la perception d'un événement déterminant de l'histoire récente roumaine dans les médias belges a été le constat du manque d'une étude dédiée exclusivement à ce sujet. Même si l'impact de l'événement a été important, on a traité seulement des aspects particuliers, et tout spécialement la portée du «syndrome de Timișoara» analysé comme cas d'école par les spécialistes de la communication de masse. La plus grande couverture médiatique de la révolution roumaine a été celle française. La Belgique a subi ces influences, mais a

¹ Cette étude reprend les jalons du mémoire de licence «L'image de la révolution roumaine de 1989 dans la presse écrite belge» soutenu en juin 2003 dans le cadre de la Faculté de Sciences Politiques, Université de Bucarest.

² Jean-Michel DE WAELE, «Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation en Europe Centrale et Orientale», in Jean-Michel DE WAELE et Pascal DELWIT (éds.), *La Démocratisation en Europe Centrale*, L'Harmattan, Paris, 1998, pp. 29-58.

³ La récente création de l'Institut Roumain de la Révolution de 1989 montre l'actualité de ce débat, même si sa création sous les auspices du gouvernement Năstase (2000-2004) reste controversée.

développé aussi une réception particulière de cet événement. Notre propos ici est d'esquisser le rôle joué par les médias dans l'engrenage de la diffusion des nouvelles, leurs caractéristiques essentielles. L'accent sera mis sur la presse écrite et ses désavantages par rapport aux médias audiovisuels (spécialement visuels parce qu'on parle d'une révolution en direct pour la plupart, avec un appui très clair sur des images fortes, dures, critiques et en même temps critiquées).

L'approche choisie part d'une comparaison de l'ensemble de la presse écrite belge. Nous analyserons à ce but quatre quotidiens belges: *Le Soir*, *Le Drapeau Rouge*, *La Dernière Heure* et *Le Peuple*. Le choix de traiter la médiatisation belge à travers ces journaux tient à leur représentativité. *Le Soir* est le journal ayant la plus grande diffusion en Belgique, son impact est donc très important, son orientation est plutôt de droite. *Le Drapeau Rouge* est le quotidien officiel du Parti Communiste de Belgique, sa réaction et son point de vue sont donc importants à propos des événements bouleversants qui se passent dans un pays communiste. *Le Peuple* est un quotidien avec une évidente orientation de gauche, son point de vue est donc aussi relevant pour offrir une autre opinion de la gauche. *La Dernière Heure* révèle le discours prédominant de la presse écrite belge (l'espace dédié est plus réduit et l'arc temporel est lui aussi très court).

Nous placerons dans un premier temps les repères méthodologiques et théoriques de notre étude. Il s'agit de présenter les mécanismes médiatiques qui portent à la désinformation et plus généralement à la modification de la perception de la réalité. Par le biais d'une analyse comparative, l'image d'ensemble des quotidiens belges par rapport aux événements roumains sera analysée en détail. Un résumé des soi dites «*mea culpa*» à propos de la désinformation complètera cette décortication. Pour conclure, nous ferons appel à d'autres événements sujets au même type de manipulation médiatique (à propos du syndrome de Timișoara).

REPÈRES THÉORIQUES

Afin d'essayer de décortiquer l'ensemble des articles traitant la révolution roumaine, nous avons privilégié une analyse comparative de la presse écrite belge. Notre modèle théorique d'analyse est constitué sur un double axe. Sur le premier axe, temporel, la période étudiée est divisée en trois séquences¹: le début (19-21 décembre 1989), l'apogée (22-27 décembre 1989) et la normalisation des discours journalistiques (28 décembre-1 janvier 1990). Nous ajouterons à cette périodisation, les thèmes traités par deux des journaux analysés en janvier 1990, pour pouvoir rendre une image plus complète de la médiatisation belge de la révolution roumaine.

¹ Ce type de périodisation est proposé par Eliseo Veron qui découpe l'évolution de l'information en quatre phases. Tout d'abord, l'auteur distingue la pré-construction de l'événement grâce au discours médiateur des dépêches, suit la «première montée», moment où les médias développent les différents éléments de l'information suivie du «creux de la vague» caractérisé par un ralentissement de la diffusion des informations; enfin, une «deuxième montée» où des nouveaux éléments seront diffusés complète la théorie de construction de l'événement décrit par Veron. V. dans ce sens Eliseo VERON, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Les Éditions du Minuit, Paris, 1981.

Le deuxième axe de lecture s'appuie sur le paradigme de Lasswell: «*Who says What through What channel to Whom and with What effect?*»¹. Nous avons modifié le fameux paradigme afin de déceler les caractéristiques du discours journalistique. Ainsi nous tenterons de répondre à une série de quatre questions:

1. *Qui dit?* (*Who says*) recouvre bien sûr les journaux mais aussi leurs sources. L'analyse des sources est essentielle surtout au début de la médiatisation quand on privilégie des témoins douteux.

2. *Qu'est-ce qu'on dit?* (*What?*) regroupera les thèmes principaux traités par les quotidiens et les sujets collatéraux qui apparaissent à côté de ceux là. Les thèmes collatéraux, c'est-à-dire les sujets qui ne tiennent pas de l'actualité révolutionnaire roumaine mais sont pertinents quant à la réalité roumaine: les articles sur la situation précaire des Roumains, les aides humanitaires en destination de la Roumanie, les biographies des «nouveaux leaders» de Bucarest, les interviews des dissidents roumains qui vivent en Belgique, etc.

3. *Comment est qu'on le dit?* (la question n'est pas utilisée par le paradigme, mais elle est une des questions journalistiques²) permet de faire la comparaison des titres et des chiffres évoqués (le nombre des victimes). Les titres sont parfois plus importants que le contenu effectif des articles. Le plus souvent on annonce par un titre dramatique l'horreur des événements de Roumanie, mais en lisant l'article on découvre les mêmes informations relayées par tous les journaux. La manière dont on parle des événements, la présentation de l'information recouvre plusieurs éléments tels:

– «les mythes»: le mythe de Ceaușescu (le monstre, Dracula etc.), le mythe de la Securitate (associé au mythe de la conspiration)³;

– les analogies: avec le nazisme (le besoin d'en finir avec le communisme de manière violente, les images de Roumanie associées aux images des camps d'extermination nazis de 1948) ou avec les plus récentes manifestations (de juin 1989) de la place Tian An Men.

4. Enfin la question: *Avec quels effets?* (*with What effect?*) est la plus difficile parce qu'on ne peut que supposer les effets. Voici quelques exemples d'effets possibles: les actions belliqueuses qu'on envisage dans les pays occidentaux suite aux événements de Roumanie⁴, la légitimité nécessaire du changement envisagé par les nouveaux leaders autoproclamés ou les aides humanitaires qui partent en direction de la Roumanie.

¹ Laswell développa en 1948 le paradigme des 5W (5Q en français) qui invite les chercheurs à décomposer les processus de communication en cinq domaines de questionnement: l'analyse de régulation, l'analyse de contenu, l'analyse des médias, l'analyse du public et celle des effets. Notre analyse s'encadre en fait dans l'analyse des médias (qui correspond à la question «*through what channel?*») mais notre propos est d'utiliser la question afin d'identifier les caractéristiques du discours journalistique. Le paradigme de Laswell est expliqué par François HEINDERYCKX, *Une introduction aux fondements théoriques de l'étude des médias*, Éditions du Céfal, Liège, 1999, p. 26.

² Les questions journalistiques (en fait une adaptation du paradigme cité plus haut) sont: *qui dit quoi de quelle manière et à qui?*

³ Ignacio RAMONET, «Mythes et délires des médias», in *Le Monde Diplomatique*, mars 1990, apud Gérard DE SELYS (éd.), *Médiamensonges*, Éditions EPO, Anvers, 1990, pp. 55-61.

⁴ Ignacio Ramonet commente: «Les esprits s'enflammaient: Gérard Carreyou, après avoir vu de telles images (la référence est faite aux images du présumé charnier de Timișoara), lançait sur TF1 un véritable appel à la formation de brigades internationales pour partir «mourir à Bucarest». Et M. Roland Dumas, ministre français des Affaires étrangères, semblait lui donner raison en déclarant: «On ne peut pas assister en spectateur à un tel massacre». Ignacio RAMONET, *op. cit.*, p. 58.

Brève introduction aux mécanismes médiatiques

Afin d'essayer de comprendre la logique de la médiatisation effectuée par la presse écrite belge, il est essentiel de clarifier la démarche d'enchaînement des informations venues de l'étranger dans les rédactions des journaux, d'étudier la trajectoire de sélection des nouvelles et de donner quelques indications générales quant au rôle des journalistes/reporters dans la logique de la concurrence entre les médias, mais aussi de l'effet d'imitation si contesté lors des événements de Roumanie. Il importe aussi d'étudier la logique de désinformation, la manière de laquelle le mensonge se propage et arrive à représenter une réalité déformée.

La sélection des nouvelles

La logique de sélection des nouvelles, les critères, les enjeux qui portent à la sélection de certaines nouvelles en dépit d'autres qui ont la même intensité ou qui pourraient bénéficier du même intérêt par le public cible, explique le cheminement des informations de la source au récepteur. Nous ferons appel à trois modèles d'analyse du processus de sélection des nouvelles.

Le modèle proposé par David White¹, qui reprend le concept de *gatekeeper* utilisé par Kurt Lewin en 1947², décrit le processus par lequel certains individus ou groupes d'individus habilités à rejeter ou préférer des nouvelles font la sélection des informations pour les transformer ensuite en nouvelles diffusées par un support médiatique. White observe les critères qui font qu'un rédacteur choisit ou rejette une nouvelle; la subjectivité est décisive selon l'auteur américain. On privilégie donc des nouvelles en fonction des décisions basées sur les jugements de valeur du rédacteur en chef, de la forme, du style de la nouvelle et de la concurrence en dernier lieu. Le modèle de McNelly traite le cheminement des nouvelles internationales, il identifie donc plusieurs étapes de sélection et de transformation, d'altération de l'information de la source jusqu'au récepteur. L'événement est en premier lieu évoqué par le correspondant à l'étranger, il est ensuite transmis au responsable du bureau régional, qui le fait parvenir à l'agence internationale, de laquelle l'agence nationale l'assume pour l'envoyer enfin à la rédaction du journal qui le transmet au récepteur. Le modèle de Galtung et Rouge³ propose l'identification de neuf facteurs généraux qui interviennent dans le processus de sélection et quatre critères dits culturels propres aux sociétés occidentales. Les critères généraux sont: la concordance entre la fréquence de l'événement et la périodicité du média qui en parle, l'amplitude de l'information, sa clarté, sa proximité, la consonance entre faits et attentes, le caractère inattendu, la continuité, la composition d'ensemble (la durée ou la surface disponible qu'un support médiatique peut

¹ David WHITE, «The Gatekeeper: A Case Study in the Selection of News», in *Journalism Quarterly*, no. 27, 1950, pp. 383-390. Le modèle est analysé par François HEINDERYCKX, *op. cit.*, pp. 53-54.

² *Gatekeeper* se réfère aux canaux suivis par l'information ponctués par des «portes» (d'où *gatekeeper*) qui s'ouvrent et se ferment sous l'effet de certaines influences. *Ibidem*.

³ J. GALTUNG & M. ROUGE, «The Structure of Foreign News», in *Journal of Peace Research*, no. 1, 1965, pp. 64-90.

dédié à un certain sujet) et la conformité au système de valeurs de la société. Des critères culturels seulement deux d'entre eux nous intéressent: la personnalisation des faits et le caractère négatif¹.

L'information suit donc un parcours sinueux de la source au récepteur, ce parcours est susceptible d'être soumis à des influences déterminantes. La médiatisation de la révolution roumaine a souffert des brouillages importants et a été soumise à une série de facteurs

Les processus de désinformation

Dans le cas roumain on a souvent essayé de trouver LE(S) COUPABLE(S). Nous essayons seulement de donner quelques indications générales sur le processus très souvent invoqué dans ce contexte, à savoir la désinformation et ses composantes: la manipulation, la conspiration, la rumeur.

La *désinformation* est l'action qui consiste en «des mensonges organisés, à une époque où les moyens d'information sont fort développés»². Elle est donc le contraire de l'information (entendue comme la transmission d'une connaissance à autrui), son opposé négatif. Guy Durandin associe la désinformation au concept de mensonge. Désinformer c'est diffuser sciemment une ou plusieurs fausses informations donnant une image déformée ou mensongère de la réalité, notamment en utilisant les médias, les techniques d'information de masse³. Lors de la médiatisation de la révolution roumaine, des éléments utilisés afin de désinformer sont: la volonté délibérée de brouiller les pistes (notamment en s'assurant des nouvelles dont on ne peut pas prouver la véracité, c'est le cas de la très célèbre note secrète de la direction de la Securitate destinée à E2, le nom de code d'Elena Ceaușescu⁴) et la censure appliquée par les Américains au «cas Panama»⁵ qui fait qu'on se concentre sur la Roumanie en dépit d'un traitement médiatique de «vrais charniers».

Le rôle joué par la rumeur dans la propagation des informations déformées lors des événements roumains est important, surtout au début. La *rumeur* est «la circulation et l'amplification dans le corps social d'une information non officielle et invérifiable basée sur une interprétation subjective, qu'elle soit vraie ou fausse et partant d'un fait irréel ou bien réel». Comme le précise Doina Cornea, figure symbole en Occident de la dissidence roumaine: «J'ai personnellement senti une volonté d'intoxiquer la presse internationale dès le début. Ces manipulations qui

¹ Les autres deux étant: le lien avec des nations d'élite et le lien avec les personnalités d'élite. Pour la description complète des modèles cités, v. François HEINDERYCKX, *op. cit.*, pp. 53-59.

² La définition appartient à Guy DURANDIN, *L'Information, la désinformation et la réalité*, PUF, Paris, 1993, p. 21.

³ *Le Petit Larousse*, Paris, 1998, p. 324.

⁴ Antonia Rados, journaliste autrichienne présente en Roumanie dès le début des événements, décrit le chemin parcouru par la nouvelle qui a déclenché le ballet des chiffres exagérés de Timișoara: nouvelle arrivée le 19 décembre en même temps à la rédaction de la radiotélévision autrichienne et à la rédaction de Radio Free Europe. Antonia RADOS, *Complotul Securității. Revoluția trădată din România*, Editura Saeculum I.O., București, 1999, pp. 51-55 (en original, *Die Verschwörung der Securitate. Rumäniens verratene Revolution*, Hoffman und Campe Verlag, Hamburg, 1990).

⁵ Dans la même période (17 décembre 1989-3 janvier 1990), au Panama, le général Manuel Antonio Noriega est poursuivi est capturé par les forces armées américaines.

émanent d'une stratégie antérieure à décembre, ont été menées à bien, grâce aux informations que les journalistes recevaient des Roumains, eux-mêmes manipulés¹. La *manipulation* est donc «une manœuvre politique exercée sur l'esprit d'une personne ou d'un groupe de personnes pour leur faire accepter certaines idées et actions sans qu'elles en prennent conscience»². La volonté des nouveaux dirigeants roumains de réveiller chez les occidentaux la solidarité et la générosité, la compassion, et en même temps pour pouvoir légitimer le changement, a fait qu'on a utilisé les médias pour propager *des nouvelles fausses* parlant de génocide, de torture et de charnier. Le fameux procès des époux Ceaușescu s'inscrit dans la même logique parce qu'on les a accusé de génocide, on les a accusés d'avoir tué 63 000 personnes pour arriver ensuite à reconnaître que le nombre des victimes a été inférieur à 2 000.

LES JOURNAUX BELGES DANS LE TUMULTE RÉVOLUTIONNAIRE ROUMAIN

Le début, la Roumanie est un pays fermé 19-22 décembre

La révolution roumaine de 1989 attire l'attention des médias occidentaux graduellement. Au tout début (le 17 décembre) on parle des manifestations de Timișoara, des manifestations de soutien au pasteur Lászlo Tökes, on ne sait pas bien que se passe vraiment en Roumanie et on ignore la tournure décisive que vont prendre les événements, les énoncés sont donc prudents. Le 22 décembre le centre d'intérêt se déplace à Bucarest, l'information principale se référant à la manifestation du 21 décembre. Parmi les thèmes principaux nous retrouvons aussi les premiers contours des mythes: le mythe de Ceaușescu (le Dracula des Carpates), le mythe de la Securitate qui est démoniaque (les appellatifs comme pour Ceaușescu sont nombreux et très variés). Les sujets apparentés présentés ces premiers jours sont des déclarations faites par des «spécialistes», des exilés roumains, ou des descriptions sommaires du régime tyrannique roumain.

Les rumeurs, les déclarations «sûres» des témoins inconnus...

Quelles sont *les sources* du début? Les quotidiens privilégient des sources douteuses comme les agences de presse des pays de l'Est (à peine sorties de la sphère d'influence des partis communistes nationaux). «À d'infimes exceptions près, tous les grands mensonges fondateurs sont venus des pays de l'Est»³. Étant donné que la Roumanie est un pays fermé, les quatre agences de presse internationales occidentales AFP, Reuter, AP et UPI, ont dû être remplacées par les agences de

¹ Doina CORNEA, *Roumanie: qui a menti? Les journalistes s'interrogent*, Éditions Reporters Sans Frontières, Montpellier, 1990, p. 122; *apud* Anne DAIX, *Timișoara: processus d'une manipulation médiatique*, mémoire de licence, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1993, p. 24.

² *Grand Larousse de la langue française*, Paris 1971-1978, p. 3214.

³ Michel CASTEX, *Un mensonge gros comme le siècle*, Éditions Albin Michel, Paris 1990, p. 125.

presse des pays de l'Est: la MTI hongroise, la ADN est-allemande, la Tanjug yougoslave, la TASS soviétique et même la BTA bulgare. À côté des informations relayées par les agences de presse de l'Est nous retrouvons les récits de divers personnages mystérieux: des voyageurs rentrés de Roumanie, ceux des Roumains qui vivent en exil, des médecins fictifs, des étudiants étrangers, ou des chauffeurs de tir¹... Les récits relayés sont concordants, l'image offerte est pourtant chaotique. Ainsi, *La Dernière Heure* du 19 décembre cite «certaines sources...», «certains témoins...», un écrivain roumain qui vit en exil à Berlin-Ouest, un yougoslave qui se trouvait à Timișoara, deux étudiants en médecine syriens et la Ligue roumaine des droits de l'homme². *Le Drapeau Rouge* du même jour, fait mention quant à lui d'un diplomate occidental joint par téléphone à Bucarest, l'agence Tanjug, la télévision hongroise et le Premier ministre hongrois Miklos Nemeth.

Pour combler le manque de crédibilité des sources utilisées, les journaux se réfèrent dès lors à une amplitude de personnages invérifiables. On multiplie le nombre des sources, à défaut de véracité. *Le Soir* du 20 décembre nous offre un tel exemple, le journal a comme sources: un docteur de Timișoara joint par téléphone, un voyageur hongrois rentré lundi soir de Roumanie qui parle à la radio hongroise, un autre qui a des parents à Timișoara, un médecin témoignant en Autriche, les récits des témoins, étudiants, voyageurs à la frontière yougoslave-roumaine, un touriste tchécoslovaque et un routier bulgare et Maria Brătianu, secrétaire générale de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie. Un autre exemple édifiant est donné toujours par *Le Soir* (du 21 décembre), qui fait appel parmi de nombreuses autres sources, aux déclarations, recueillies au poste de frontière de Vatin, de «cinquante [!] étudiants grecs en médecine de Timișoara».

Les témoignages cités sont parfois le résultat d'une chaîne de transmission informationnelle trop longue pour pouvoir être vérifiée. Par exemple, *La Dernière Heure* du 21 décembre prend comme référence pour ses informations, l'agence est-allemande ADN qui elle possède des informations parvenues à des émigrés roumains travaillant en RDA (il s'agit donc ici d'une information qui a au moins 4 intermédiaires!).

Les chiffres ou «l'ignoble escalade progressive»³

Dès le début, les estimations faites par les journaux quant au nombre des victimes et des blessés suite aux manifestations et à la répression, sont différentes, le plus souvent très écartées, allant de quelques dizaines à des milliers et cela dans l'espace des éditions parues le même jour. Les agences de presse des pays de l'Est sont les premières à parler des soulèvements de Timișoara et à faire des estimations sur les victimes. Au tout début (17-20 décembre) c'est l'agence hongroise MTI qui domine la scène informative⁴ et parle des manifestations de Timișoara: le 19 décembre on avance déjà le nombre de 300 à 400 de victimes. Après le 20 décembre

¹ Les frontières roumaines sont fermées sauf pour le trafic routier de transit.

² *La Dernière Heure*, mardi 19 décembre 1989, p. 6.

³ Expression tirée de l'édition du 21 décembre 1989 du journal *Le Drapeau Rouge*.

⁴ Gallianne PALAYRET, «Le syndrome Timișoara chez les médias occidentaux. Roumanie – décembre 1989: médiatisation à l'Ouest d'une révolution à l'Est», in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. II, no. 4, 2002, pp. 1023-1057, p. 1026.

la MTI est rejointe par la ADN et la Tanjug qui parlent de milliers de morts à Timișoara. Le 21 décembre, *Le Soir* prend le relais et annonce le bilan des victimes de Timișoara entre 2 000 (Tanjug) et 4 000 (l'ADN) morts. Le 22 décembre la ADN annonce la nouvelle très contestée de 4 600 morts provenant en fait de Radio Free Europe¹ et le soir la AFP la diffuse, les images du charnier de Timișoara apparaissent sur les écrans de télévision.

Le 19 décembre 1989 les quotidiens belges lancent la nouvelle² de la répression des manifestants de Timișoara et Arad du 17 décembre. Les discours se construisent déjà autour de la violence terrible des forces de l'ordre roumaines, les agents de la police secrète de Ceaușescu sont incriminés. Les nouvelles relatives au nombre des victimes occupent le centre des préoccupations informationnelles des journalistes belges. *La Dernière Heure* titre en première page³: «Terrible carnage en Roumanie» et en deuxième page se questionne sur le nombre des victimes de Timișoara: «Combien des Roumains sont tombés sous les balles?», «Des dizaines? Des centaines? Un millier?» et cite dans ce sens les déclarations faites par: «certains» qui affirment que deux personnes ont été tuées (dont un enfant). La sensibilisation du lecteur est garantie par ce genre de détail; il y a eu peut-être des morts et parmi ces victimes possibles, des enfants!

Les sources douteuses déjà mentionnées sont utilisées pour les estimations du nombre des morts et des victimes: un écrivain roumain exilé à Berlin Ouest qui assure que le nombre des morts est entre 300 et 400 et plusieurs centaines de blessés, un yougoslave qui «a vu des centaines de personnes tomber sur le trottoir: „J'estime que des dizaines de Roumains sont morts“», il y a aussi deux étudiants syriens, qui eux estiment qu'il y a eu au moins mille morts. *Le Peuple* titre en première page «des dizaines, voire des centaines de personnes auraient été tuées lors de la manifestation antigouvernementale...de Timișoara, selon plusieurs témoignages»; toutefois dans l'article de la sixième page on ne retrouve pas ces témoignages⁴. *Le Drapeau Rouge* parle d'arrestations, «de blessés mais pas de morts»⁵ après les incidents de Timișoara et d'Arad et titre en dernière page: «Roumanie: brutale répression contre des manifestants».

Le 20 décembre les discours des journaux se durcissent, la presse belge propose des titres effrayants et les chiffres montent de manière significative. *Le Drapeau Rouge* annonce des chiffres allant de 300/400 morts jusqu'à 2 000 morts. *Le Soir* place le nombre des victimes entre 300 et 400 morts. *Le Peuple* annonce en première page: «En Roumanie des centaines de morts» et ajoute en sixième page: «Émeutes en Roumanie: des centaines de morts. Des témoignages accablants pour les forces de l'ordre». *La Dernière Heure* parle de victimes allant de 400 à 2 000 morts, elle accentue le sort des blessés qui d'après des médecins roumains, sont condamnés à mort. Tous les journaux citent le voyageur hongrois rentré de Timișoara lundi soir

¹ Il s'agit ici de la fameuse note E2 apparue le 19 décembre qui faisait état de 4 632 morts, 1 282 blessés, 13 214 arrestations, 7 613 condamnés à mort. V. *infra*.

² *Le Monde* et *Il Corriere della Sera*, sont les premiers journaux européens qui dès le 18 décembre mentionnent les événements de Timișoara.

³ Le titre est accompagné de la carte de la Roumanie, la ville de Timișoara étant soulignée.

⁴ *Le Peuple* précise plusieurs fois les dégâts faits par les manifestants: «des vitrines brisées, des portraits omniprésents du Conducător brûlés, des véhicules incendiés».

⁵ *Le Drapeau Rouge* dans son édition du 19 décembre 1989, cite un diplomate occidental joint par téléphone (sans toutefois donner des indications sur sa nationalité ou sur son nom, l'information s'encadre donc plutôt dans le registre des rumeurs).

et qui déclare avoir vu «250 morts dans une seule clinique». L'effet d'imitation pratiquée par la presse écrite est une fois de plus confirmé.

Le jeudi 21 décembre on continue l'évaluation des victimes faites par l'armée et par la milice contre les émeutes (la Securitate?). *Le Soir* annonce le bilan des morts de Timișoara entre 2 000 (Tanjug) et 4 000 (l'ADN) morts. *Le Drapeau Rouge* du 21 décembre ne fait qu'une estimation des victimes (en citant le quotidien yougoslave *Vecernje Novosti*): 2 500 morts et 1 000 blessés; son ton est plus prudent compte tenu que la Roumanie est un pays coupé du monde et les témoignages sont «épars et contradictoires». *La Dernière Heure* situe le bilan des victimes «de trois à quatre mille personnes mortes» (d'après l'ADN). *Le Peuple* cite l'AFP (qui elle aussi cite une Yougoslave revenue de Timișoara) et annonce «plus de 3 000 morts» en ajoutant par prudence, «Mais il est impossible de vérifier ce chiffre». Cette prudence sera par la suite écartée par la presse belge...

La désinformation et la sensibilisation du public belge se font plus perçantes le 22 décembre, lorsque *Le Peuple* publie en première page une photo avec des cadavres allongés sur la terre, photo accompagnée du titre: «Roumanie: les massacres contre la révolution»¹, il s'agit en effet des morts de Panama et non pas de Roumanie... le titre annonce en première page: «Bucarest... plusieurs milliers de morts» et en deuxième page spécifie «de nombreux blessés et probablement des morts»... *La Dernière Heure*, toujours le 22 décembre remarque que les témoignages sur ce qui se passe en Roumanie sont «trop précis...» et «trop concordants...» pour permettre le doute. Le quotidien écrit dès lors sur la première page: «Bain de sang à Bucarest»² et apprécie que «des dizaines de personnes aient trouvé la mort à Bucarest» avec la précision «une vingtaine de morts et plusieurs dizaines de blessés», mais toutefois que le bilan pourrait être révisé «à la hausse»... *Le Drapeau Rouge* parle de «nombreux blessés et des morts probables» suite aux manifestations de Bucarest. *Le Soir* cite des informations données par la TASS³ qui sont confirmées par des diplomates étrangers et qui affirment qu'il y a au moins 20 morts et plusieurs dizaines de blessés à Bucarest. Nous constatons donc une tentation partagée par les quotidiens analysés d'attirer le public par un titre dramatique en première page qui se voit adouci une fois qu'on lit l'article.

À la découverte de la Roumanie

Dans une logique de complémentarité des informations, les journaux tentent à offrir une image élargie de la Roumanie à l'heure du changement; des analyses du contexte politique de l'Europe de l'Est, des biographies des tyrans s'y retrouvent.

Dans *Le Drapeau Rouge* du 20 décembre nous retrouvons l'éditorial de Maurice G. Magis qui fait état de la Roumanie dans la logique du changement des pays de l'Est. Le journaliste belge décrit le cadre du «régime autoritaire et mégalomane» de Ceaușescu des dernières années et souligne la nécessité du changement opéré par le peuple roumain.

¹ En effet ce n'est que le 22, le soir que les télévisions diffusent les images du présumé charnier de Timișoara.

² Le titre a comme surtitre: «Le peuple roumain hurle sa colère mais Ceaușescu s'accroche».

³ D'après le quotidien belge les dépêches de la TASS sont les plus dramatiques.

Le 22 décembre les articles sur la Roumanie se multiplient, c'est le début en fait de la concentration médiatique sur le sujet «brûlant» qui va durer jusqu'à la fin de l'année, le point de force étant le 26 décembre, le jour d'après la diffusion du procès des époux Ceaușescu. Ainsi, *La Dernière Heure* du 22 fait le portrait d'«Elena Ceaușescu, l'épouse du no. 1 roumain, Une femme avide de pouvoir». Elena est décrite comme une femme impitoyable et assoiffée de pouvoir qui dirige en fait le pays (elle est le successeur désigné par le dictateur, précise le journal) et qui s'est efforcée d'accumuler des titres scientifiques absurdes. Nous retrouvons aussi une analyse de la situation des pays de l'Est (avec à l'appui les événements de Roumanie) par rapport au Pacte de Varsovie; l'isolement de Ceaușescu s'est accentué après la répression violente qu'il a commandé.

La Roumanie est comme nous l'avons vu, un pays fermé. À côté des informations obtenues à travers les agences de presse des pays voisins et des récits enregistrés aux frontières roumaines, les journaux belges tentent d'introduire le lecteur belge à la Roumanie. Le processus de délégitimation du régime de Ceaușescu commence. Des interviews avec des exilés Roumains présentés comme des spécialistes du contexte politique particulier de Roumanie sont publiés. Ainsi, *La Dernière Heure* du 19 décembre publie l'interview: «Plongé dans l'enfer au pays de Ceaușescu», le témoignage d'un exilé de Belgique (c'est le surtitre donné par le journal): le Monsieur M.X qui tient à son anonymat par peur des représailles, décrit les réalités roumaines, «une image peut-être inimaginable pour un citoyen occidental», est le commentaire de l'auteur de l'article. *Le Peuple* publie le même jour, une interview d'Ariadna Combes, la fille de Doina Cornea; Ariadna vivant en France donne des informations relatives à la situation roumaine. *La Dernière Heure* du 21 décembre annonce: «Josy Dubie connaît bien la situation. Le pays manque de tout», il s'agit d'une interview du reporter de la RTBF¹ Josy Dubie. Dubie est présenté comme un expert de la situation roumaine, il a passé un séjour en Roumanie et a réalisé une interview avec Doina Cornea, son reportage étant diffusé par 30 chaînes de télévision.

Les condamnations et la solidarité à Bruxelles

La condamnation du régime de Ceaușescu est immédiate. Les communistes belges se détachent de la reconnaissance qu'ils avaient accordée au Conducător roumain, *Le Drapeau Rouge* publie dans ce sens dès le 20 décembre une annonce faite par l'Union des communistes de Belgique (PCB-KPB) qui se dissocie du régime répressif roumain qui n'a rien à voir avec les «idéaux du socialisme»². Le 22 décembre, le journal communiste reproduit la lettre ouverte à la Députation permanente de la province de Hainaut, adressée par le secrétaire politique du Parti Communiste, au nom de l'Interfédérale hennuyère du PC; la lettre condamne l'incongruité entre les actions de Ceaușescu et le titre de Doctor Honoris Causa de l'Université de Travail de Charleroi que le dictateur possède, ils proposent l'annulation du titre. *Le Soir*, dans son édition du 20 décembre évoque l'unanimité des leaders occidentaux dans la condamnation du régime de Bucarest. Le 22 décembre, *Le Soir* précise que la

¹ La RTBF c'est la Radio Télévision Belge de la Communauté française.

² «qui postulent la libération de l'exploitation, la démocratie la plus large, le respect des droits de la personne et des libertés individuelles et collectives», *Le Drapeau Rouge* du 20 décembre 1989.

Chambre des députés et le Sénat belges ont adopté chacun une résolution condamnant les événements roumains considérés comme «des atteintes graves aux droits de l'homme». *La Dernière Heure* du 21 décembre annonce la décision prise par la CEE d'interrompre toutes ses relations avec la Roumanie.

À Bruxelles, les exilés roumains font un appel à manifester contre la répression violente des mouvements populaires par le régime de Ceaușescu. Les Belges rejoignent les Roumains dans un élan de solidarité qui se traduira par la suite en des aides humanitaires. *Le Drapeau Rouge*, publie un appel de participer à la manifestation de soutien à Bruxelles le 21 décembre, contre la répression de Roumanie, appel fait par le Comité National d'action pour la paix et le développement (le CNAPD). Le 22 dans le même journal, on retrouve les commentaires sur la «manifestation de protestation contre la répression sauvage» déroulée, rue Gabrielle à Bruxelles¹.

L'apogée de la médiatisation. La Roumanie libérée²... 23-27 décembre 1989

Des sources fiables? Les correspondants sur place et la radiotélévision roumaine

Les correspondants des agences de presse des pays de l'Est commencent à perdre leur suprématie sur les informations en provenance de Roumanie, entrent en scène les agences occidentales qui sont encore aux frontières roumaines et la télévision roumaine où les insurgés commencent à communiquer des informations souvent contradictoires. Dès le 23 décembre, les médias étrangers peuvent envoyer des correspondants sur le terrain et on a des informations particularisées, on assume aussi les images et les commentaires offerts par la télévision roumaine libre. Le 24 décembre les premiers journalistes entrent en Roumanie, ils s'attendaient au pire mais ne trouvèrent pas la même «réalité» que montrait déjà les médias occidentaux. Comme le déclare Michel Castex dans *Un mensonge gros comme le siècle*, «nous étions convaincus que nous allions nous plonger dans une atroce guerre civile...nulle trace de guerre civile...Oui, la psychose des snipers de la Securitate était omniprésente... Mais pas de cadavres, pas de combats»³. Colette Braeckman⁴, correspondante du journal belge *Le Soir*, l'une des premières journalistes à dévoiler la fausseté des informations reçues de la Roumanie, précise: «J'y étais et j'ai rien vu: honte sur moi. Car par contre en revenant à Bucarest le lendemain, et plus encore en rentrant en Belgique, tout le monde en savait plus que moi sur le sujet...la télé avait tout montré, tout expliqué. Et si c'était passé à la télé, c'était vrai. Cela devenait vrai. Alors moi qui n'avais rien vu à Timișoara j'ai préféré me taire...».

Les sources des journaux belges se multiplient et deviennent plus fiables à première vue. Mais les citations évoquées par les correspondants sur place sont

¹ L'adresse de l'ambassade roumaine à Bruxelles.

² Le titre de la première page du journal *Le Peuple*, édition du 23 décembre 1989.

³ Michel CASTEX, *Un mensonge gros comme le siècle*, Éditions Albin Michel, Paris, 1990, pp. 22-24.

⁴ Colette BRAECKMAN, «Je n'ai rien vu à Timișoara», in *Le Soir*, édition de 27 et 28 janvier 1990.

éloquentes dans un sens contraire, les journalistes se fient toujours, dans un environnement chaotique, au pouvoir de la rumeur. Le correspondant en Roumanie du journal *Le Soir*, Alain Guillaume, cite pour appuyer ses informations: *la rumeur* «Qui tire? Où sont les barbares? *la rumeur roumaine* dit qu'ils sont partout... » et aussi «*la rumeur* dit que dimanche sept roumains et sept journalistes européens ont été blessés...»¹.

*Les thèmes principaux et les sujets apparentés –
l'accent mis sur l'émotionnel*

Le samedi 23 décembre les nouvelles de Roumanie se concentrent sur les événements de Bucarest. Le 25 décembre est annoncée la nouvelle du génocide, c'est Radio Budapest qui prononce le bilan de 70 000 tués et 300 000 blessés. Le 26 décembre la principale nouvelle concerne le procès des Ceaușescu; le 27 les questions autour du procès secret font surface.

*«Vive la Roumanie libérée!»².
La prise du pouvoir par «les insurgés»*

Le déroulement des manifestations de Bucarest est traité largement par les 4 quotidiens; on suit heure par heure les plus importants événements. Au tout début on parle des victimes possibles mais comme on l'a déjà vu ce sujet est écarté des priorités des journalistes. Il ne disparaît pas complètement, il devient de second ordre. L'accent est mis ensuite sur les nouveautés concernant le dictateur et sa femme, fugitifs depuis l'après-midi du 22 décembre, sur les communiqués de la télévision où les nouveaux «leaders» font leur apparition, ou bien, sur les déclarations faites au balcon du Comité Central où des nouveaux gouvernements se forment après la démission de Constantin Dăscălescu, le Premier ministre roumain.

D'une part, le premier jour (le 23 décembre) l'attention des médias est captée par la prise du pouvoir par un Front de salut de la patrie dirigé par Corneliu Mănescu l'ancien ministre des Affaires étrangères roumain; dans tous les journaux analysés, est publiée sa biographie; on le regarde comme un possible responsable de la transition roumaine vers la démocratie. D'une autre part, émerge Ion Iliescu dès le début comme le dirigeant du mouvement ayant pris le pouvoir vacant à Bucarest. En fin d'après midi du 22 décembre, Ion Iliescu apparaît à la télévision comme l'organisateur du Comité pour le salut national/Comité national pour la démocratie³. *Le Soir* annonce qu'en fin soirée, le Comité pour le salut national a proclamé la subordination de la Securitate au commandement de la Défense nationale (l'annonce est faite par Ștefan Gușă le chef d'état major de l'armée) et des élections libres en avril 1990.

La composition du CFSN (39 membres) est analysée par les journalistes belges, et on identifie trois types principaux d'acteurs dans son sein: des opposants de Ceaușescu, des anciens dirigeants du PCR (Ion Iliescu, Silviu Brucan); des militai-

¹ Alain GUILLAUME, «La terreur des snipers», in *Le Soir*, 26 décembre 1989.

² *Le Peuple*, édition du 23 décembre 1989. À côté de ce titre nous retrouvons la photo d'un homme portant sur son dos un enfant, les deux montrant le V, le signe de la victoire, la photo est publiée aussi, toujours en première page, par *Le Drapeau Rouge*.

³ *Le Drapeau Rouge*, 23-24-25 décembre 1989.

res (Nicolae Militaru) et des intellectuels dissidents célèbres tels Doina Cornea, László Tökes ou Mircea Dinescu (le FSN est considéré aussi comme «un rassemblement hétéroclite avec des étudiants, des ouvriers, de personnes qui ne sont pas compromises avec la dictature...»).

*Les successeurs: Corneliu Mănescu le 23,
Ion Iliescu dès le 26, Petre Roman*

Comme on l'a déjà précisé tous les journaux se précipitent à publier la biographie de Corneliu Mănescu dès le 23 décembre. *Le Peuple*¹ publie l'interview d'une Roumaine, médecin et exilée depuis dix années en Belgique. L'auteur de l'interview commente à propos de Michaela Dana: «elle est la fille de l'ancien entraîneur de foot roumain, elle connaît donc les coulisses du pouvoir...» et elle-même en parlant de Corneliu Mănescu présenté comme le nouvel homme fort de Bucarest: «Corneliu Mănescu va sûrement prendre en charge la responsabilité de formateur du nouveau gouvernement. Je pense et je parle en connaissance de cause puisqu'il s'agit d'un ami de mon père (l'entraîneur...) qu'il est à la tête de ce qu'on appelle *les intellectuels de l'ombre* qui possèdent une solide expérience du pouvoir». Ce type de commentaire est utilisé pour retracer la biographie du «nouveau leader» de Bucarest. Cette information nous a paru intéressante, car à Bucarest le nom de Mănescu ne s'y retrouve pas parmi les successeurs...

Le «nouveau leader» sera par la suite écarté de la première scène; y entrent Ion Iliescu et Petre Roman. Ion Iliescu est présenté comme l'ancien secrétaire du Comité Central limogé par Ceaușescu pour s'être opposé à ses folies et comme l'ami de Mihail Gorbatchev avec lequel il a fait ses études à Moscou². Petre Roman est le leader charismatique, il a fait ses études en France et bénéficie pour cela de la sympathie de la presse française. En Belgique il existe un peu plus de réticence car on préfère/on met en avant Iliescu...

*«Oh! Quelle merveilleuse nouvelle! L'Antéchrist est mort
le jour de Noël!»...³ Le procès et les suspicions naissantes*

Les nouvelles de la fuite du dictateur se propagent très vite et les spéculations commencent aussitôt. Les annonces faites par la télévision sont contradictoires. Un exemple est offert par *Le Soir*⁴ qui reprend le fil des déclarations. Le 22 décembre, en fin matinée on annonce que Ceaușescu vient d'être arrêté à Târgoviște, en début de soirée la Tanjug dément l'annonce, mais l'information sur l'arrestation est confirmée ensuite par le chef du gouvernement provisoire Ion Iliescu, trois heures plus tard la Tanjug revient et confirme la capture du Conducător.

Le 25 décembre la nouvelle du procès expéditif des Ceaușescu tombe, les images sont diffusées après minuit. La suspicion quant à la rapidité et à la mise en scène du procès font aussitôt surface. Les quotidiens belges se questionnent sur la

¹ *Le Peuple* du 23 décembre 1989.

² Cette amitié est la source de la conspiration soviétique avancée par des nombreuses voix, conspiration qui se trouverait derrière l'action populaire spontanée roumaine.

³ L'annonce a été faite par le présentateur de la radio roumaine le soir du 25 décembre 1989 (citée par *La Dernière Heure* du 26 décembre).

⁴ *Le Soir*, édition de samedi 23, dimanche 24, lundi 25 décembre 1989.

manière dont la justice a été faite, tout en rapportant la joie des Roumains, on accentue les mises en doute, les désirs trompés d'un procès ouvert suivant le modèle offert par les procès de Nuremberg. L'analogie avec le nazisme, comme dans le cas des charniers est invoquée.

La Dernière Heure du 26 annonce en première page: «Le monstre et mort. Nicolae Ceaușescu et sa femme exécutés, hier après un procès secret» et à l'intérieur du journal le commentaire de Michel Marteau: «Justice est faite. Ceaușescu et sa femme ont été exécutés». *Le Soir* titre le 26 décembre: «Un long cri de joie a salué l'arrestation de Ceaușescu», les commentaires sur la situation roumaine d'Edouard Van Velthem: «„Ceaușescu exécuté“: la fin d'une incertitude» et «Les trois visages du pouvoir naissant». Le 27 décembre, on se concentre sur les images diffusées à la veille par la télévision roumaine, images du procès expéditif des deux tyrans. *Le Drapeau Rouge* annonce sur la première page de son édition du 27 décembre: «L'espoir revit en Roumanie» (à côté de 2 photos, l'une de Ion Iliescu et l'autre d'un enterrement), en dernière page sous le chapeau «Front Roumain», on retrouve les articles: «Pourquoi pas un procès public?» qui accentue le caractère réprobateur quant au procès des Ceaușescu. *Le Soir* du 27 décembre 1989 publie en première page la photo de Ceaușescu mort et écrit «Joie et malaise en Roumanie après l'exécution de Ceaușescu»; Pol Mathil se demande si à Bucarest il y a eu «Insurrection populaire ou révolution de palais?». Le 27, *La Dernière Heure* ajoute à la photo de Ceaușescu mort: «Il n'a rien avoué!» et en sixième page: «Pas de pitié pour les Ceaușescu. Le procès à la télé».

Les nouveaux leaders de Bucarest tentent de justifier le choix d'un procès rapide et secret par la peur des représailles pour les juges (les personnes qui ont participé au procès ne sont pas filmées par la caméra, la sentence est donnée par une voix *off*¹) des derniers fidèles de Ceaușescu, les terribles membres de la «garde prétorienne». Des nombreuses questions ont été formulées quant au déroulement du procès, au délai entre l'arrestation et le jugement, au retard dans la transmission des images de l'exécution des Ceaușescu (ce n'est que le 26 que les images des cadavres sont transmises²), ou quant aux détails observés par la suite (un exemple est celui des blessures causées par les balles, le sang coule de l'arrière de la tête d'Elena Ceaușescu mais ils ont été fusillés face aux mitrailleuses...³).

«De Nea Nicu à Drăculescu». Les biographies de Ceaușescu

Ceaușescu est l'acteur déchu de ces journées, ses biographies sommaires refont surface. Les appellations qu'on lui donne sont nombreuses mais tournent toutes autour de son caractère satanique, il est un ogre, un prince des ténèbres, il incarne le mal absolu. Ceaușescu est présenté comme un monstre, l'incarnation du conte Dracula (les Carpates sont proches, la Transylvanie aussi...), il est un tyran, un démon ayant torturé et affamé son peuple. Ceaușescu aveuglé par le culte de sa personnalité et encouragé par son clan familial, s'est progressivement coupé des réalités de son pays, s'est entouré d'une cour soumise et en même temps toute puissante. Mais

¹ Michel CASTEX, *op. cit.*, p. 25.

² Jean-Pierre Stroobants du journal *Le Soir* observe que les nouveaux dirigeants de Bucarest ont entamé une grande opération psychologique, la télévision roumaine a allongé progressivement la diffusion du procès comme pour entretenir la colère.

³ Les Roumains interviewés, eux, parlent de la grande tradition de trucage de la la télé roumaine.

Ceaușescu est aussi le leader côtoyé par les dirigeants occidentaux pour sa déclaration d'indépendance envers les Soviétiques, pour son courage de défier le Pacte de Varsovie en 1968. Les journalistes notent que Ceaușescu avait permis une certaine libéralisation, timide certes mais qui lui avait permis de vivre sa «lune de miel avec l'Occident», période de gloire du leader roumain dans laquelle le président français de Gaulle visite la Roumanie, suivi par le président américain Richard Nixon.

«*Les charniers*»

Les images du charnier circulent sur les petits écrans du monde entier dès le 22 décembre. La presse écrite publie les photos prises par les correspondants spéciaux ou copie les images transmises par les télévisions.

La Dernière Heure est le seul quotidien belge (des quatre qui font le sujet de cette analyse) à publier une photo du charnier de trente personnes «découvert» à Timișoara et un reportage de son envoyé spécial qui visite le cimetière des pauvres où se trouvent les cadavres. En fait, les journalistes présents en Roumanie précisent de retour en Belgique, que chacun a dû chercher les charniers. Colette Braeckman du journal *Le Soir* déclare qu'elle n'a rien vu à Timișoara parce que personne n'a voulu la conduire sur place, elle conclut donc que rien ne s'est passé. Elle avait raison peut-être si on pense à la mise en scène du charnier. Par la suite la dénonciation de la fausseté des charniers éclatera au grand jour; le 24 janvier 1990, deux médecins légistes de Timișoara déclarent à la chaîne RTLplus que les cadavres retrouvés et jugés victimes de la répression terrible des manifestations de Timișoara du 17-18 décembre, ont été inhumés entre le 1 janvier et le 19 décembre 1989 et les «signes de torture» décrits en détail par la presse ne sont en fait que les marques de l'autopsie.

Toutefois, les images, les détails parfois sinistres offerts par les journaux pour faire concurrence à l'impact des reportages télévisés sur les charniers, restent. Un exemple se trouve dans un autre journal belge, *La Libre Belgique* qui dans son édition du 26 décembre (l'article est intitulé «Sauvagerie») écrit: «Dans les charniers découverts, il y a quelques jours, on a trouvé des cadavres dans un état indescriptible: mains (pour éviter la prise d'empreintes digitales) et pieds coupés, ongles arrachés, tête à moitié séparée du corps, visage brûlé à l'acide, la plupart des corps éventrés et sommairement recousus. Le corps d'un bébé de trois ou quatre mois a été retrouvé allongé sur celui de sa mère».

Le monde entier est marqué par l'horreur des tortures propagées par le régime communiste de Ceaușescu. L'analogie avec les images, de la fin de la deuxième guerre mondiale, des camps nazis d'extermination est immédiatement faite par les journalistes¹ et par le monde entier. Et elle y reste, n'importe que les informations soient par la suite rectifiées.

La Securitate et les annonces effrayantes ou le pouvoir de la rumeur

La sinistre police secrète, les terroristes et les commandos arabes et nord-coréens provoquent la peur parmi les Roumains et occupent le centre des présentations

¹ *La Dernière Heure* du 26 décembre commente: «Jamais depuis la deuxième guerre mondiale, un régime n'avait utilisé de méthodes aussi barbares pour tenter de se maintenir au pouvoir».

de la Roumanie des médias. À côté de Ceaușescu ils sont les principaux acteurs de ces journées.

L'attention de laquelle bénéficie la Securitate dans la presse écrite est considérable. On peut invoquer comme causes: les annonces transmises par la télévision roumaine libérée qui sont effrayantes à propos de ce sujet, ou bien les discours des Roumains vivant en exil ou en Roumanie qui se concentrent tous sur cet aspect, ou encore le besoin de souligner ce mythe de la police secrète. Le but des rumeurs qui courent autour de la Securitate est de faire accroître le suspens des événements, de légitimer le procès des Ceaușescu et en même temps le nouveau pouvoir qui s'y installe rapidement pour empêcher que ces derniers gardes fidèles à Ceaușescu commettent encore des crimes et menacent la cause de la révolte populaire (le CFSN annonce un cessez le feu et demande la remise des armes à feu jusqu'au lundi 25 décembre dans un premier temps et puis jusqu'au 28 décembre).

Les hommes de la Securitate sont décrits comme ayant des pouvoirs fantastiques: ils se cachent sur les toits ou dans des labyrinthes souterrains surgissant à l'improviste, ils sont «équipés de viseurs à infrarouge» et très dangereux parce qu'ils n'ont rien à perdre. Ils sont donc des étrangers: arabes surtout palestiniens, syriens¹ ou libyens² (l'association arabes-fanatisme est faite) ou des orphelins élevés et éduqués pour servir aveuglement leur maître³.

De nombreuses rumeurs quant aux actions des terroristes/de la Securitate (la distinction entre les deux sera faite plus tard) ont été lancées par les nouveaux responsables de Bucarest et assumées par la presse écrite belge. Voilà quelques exemples. On les accuse d'avoir empoisonné l'eau potable dans plusieurs régions du pays, à Brașov un commando est entré dans un hôpital et a massacré des blessés, ils sont aidés en plus par des mercenaires arabes et nord-coréens et tirent sur tout ce qui bouge (*La Dernière Heure* du 26 décembre).

L'intervention occidentale ou soviétique en Roumanie

Suite aux événements de Roumanie, les journaux commentent (le 26 décembre) les annonces de soutien faites par les pays occidentaux pour une intervention militaire soviétique. Le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas et le secrétaire d'État américain, James Baker sont cités pour appuyer cette information. Mais le refus vient de Moscou, Mikhaïl Gorbatchev déclare qu'il est en contact permanent avec les insurgés de Bucarest et qu'il sait que la situation est sous contrôle, une aide militaire n'étant donc pas nécessaire. Le commentaire fait par le correspondant en Roumanie du journal *La Dernière Heure* est accusateur à l'adresse

¹ Le 25 décembre la Syrie a démenti toute participation d'unités de l'armée syrienne dans les combats de Roumanie (*Le Drapeau Rouge* du 26 décembre 1989).

² Un étudiant en médecine à Timișoara d'origine libyenne affirme qu'à Timișoara c'est comme à Beyrouth (cité par *La Dernière Heure* du 26 décembre 1989)

³ «Des robots endoctrinés dès leur plus jeune âge par les sbires de Ceaușescu. Il les recrutait, pour les intégrer dans sa garde personnelle, parmi les familles les plus pauvres, dans les orphelinats... Ces garçons n'ont aujourd'hui rien à perdre, puisqu'ils n'ont plus rien à quoi s'accrocher», l'affirmation appartient à un jeune de Bucarest et elle a été citée par Juan Miralles correspondant de *La Dernière Heure* en Roumanie.

des leaders occidentaux qui n'ont su aider la cause roumaine, qui ont été «trop lâches» pour y intervenir militairement.

Les Roumains dans l'engrenage de la presse

Le 23 décembre, les frontières étant toujours fermées, les interviews avec les Roumains vivant en Belgique ou bien en France sont l'une des sources d'information utilisées par les quotidiens belges. Ces interviews¹ permettent au public belge de se former une image quant à la situation dramatique des Roumains. La sensibilisation du lecteur est réalisée par des esquisses sommaires à forte composante émotionnelle du régime communiste et de la Securitate. La propagande visant à délégitimer le régime de Ceaușescu commence.

D'un autre côté, nous retrouvons d'interviews prises sur place. *Le Soir* publie un bon nombre d'interviews avec des Roumains, l'envoyé spécial Alain Guillaume privilégie ce genre d'information qui surprend les émotions et les impressions des Roumains².

Les chiffres

À cause de la tournure que prennent les événements de Roumanie, l'attention de la presse est détournée des estimations des victimes, pour se concentrer sur le renversement du pouvoir dictatorial de Nicolae Ceaușescu, sur le nouveau pouvoir de Bucarest ou sur les nouveaux acteurs. Toutefois on peut retrouver quelques indications quant aux derniers bilans des morts et des blessés suite aux mouvements de révolte roumains.

Les éditions des journaux belges de la période de Noël (23-24-25 décembre) font état de chiffres contradictoires. La confusion sur le nombre des victimes règne. Se référant aux événements de Timișoara, *Le Soir*³ cite la télévision yougoslave qui parlait de plus de 4 000 victimes dans un reportage avec les premières images des charniers découverts sur place. *Le Drapeau Rouge*⁴ parle des manifestations de Bucarest du jeudi 21 décembre et du vendredi 22 décembre lorsque les chars ont tué et blessé les manifestants (Tanjung, des témoins et d'après un diplomate japonais,

¹ *Le Peuple* publie le 23 décembre 1989 deux interviews, l'une avec Mihnea Berindei, vice-président de la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie et l'autre avec Michaela Dana, médecin exilée en Belgique depuis une dizaine d'années et fille de l'ancien entraîneur de l'équipe nationale de foot roumaine. Pour l'auteur de l'interview ceci prouve qu'elle connaît les coulisses du pouvoir de Bucarest... *La Dernière Heure* du 27 décembre questionne Didi et Doru, deux officiers de la marine marchande roumaine, réfugiés politiques depuis dix mois en Belgique. Ils font l'esquisse de la Securitate, décrivent la vie dramatique des Roumains et soulignent le rôle joué par Radio Free Europe dans le soulèvement populaire roumain.

² Le 25 décembre 1989 (l'article est paru dans l'édition du 26 décembre du journal) il parle à la famille Vajda de Timișoara et à Tiberiu Hocsko, gardien à la place de la Liberté de Timișoara; le 26 décembre c'est le tour des docteurs, Guillaume décrit la situation des hôpitaux roumains et parle avec le docteur Georgetsu de la clinique Judechian de Timișoara et au docteur Ivănescu de Cluj. *La Dernière Heure* dans son édition du 27 décembre publie l'interview d'une famille pauvre de Timișoara, les Vitiscu, qui ont hébergé le correspondant du journal.

³ *Le Soir*, édition de 23-24-25 décembre 1989.

⁴ *Le Drapeau Rouge*, édition de 23-24-25 décembre 1989.

plus de 20 personnes ont été tuées par cinq chars) et on rapporte aussi qu'à Cluj 32 personnes sont mortes le 21 et qu'à Târgu Mureş, il y a eu plusieurs victimes. *Le Drapeau Rouge* du 26 décembre parle de 500 morts suite aux luttes de rue des derniers quatre jours à Bucarest mais on mentionne aussi de dizaines de milliers de morts à Timișoara et Bucarest.

Après le 25 décembre le consensus quant au nombre des victimes se produit. Le 25 décembre est annoncée la nouvelle du génocide, Radio Budapest avance un bilan de 70 000 morts et 300 000 blessés¹. Les quotidiens belges, comme tous les médias occidentaux, prennent le relais. D'autre part, les chefs d'accusation du procès des Ceaușescu sont utilisés pour parler de génocide. Le 27 décembre *Le Drapeau Rouge* annonce pour cela son bilan: «plus de 60 000 morts dès le début du soulèvement». *Le Soir* du 26 décembre cumule les deux sources d'information. Il annonce les premiers bilans «qui semblent incroyables, démesurés: entre 70 000 et 80 000 morts, plus de 300 000 blessés en dix jours à peine» et ceux-ci selon la télévision roumaine et la radio hongroise; on cite aussi l'accusation faite par les juges des Ceaușescu «plus de 60 000 assassinés».

Il est important de préciser ici que le 27 décembre, Bernard Kouchner, secrétaire d'État français à l'action humanitaire annonce, de Bucarest, un nombre nettement inférieur à ce qui était avancé jusque là: 766 tués pour toute la Roumanie, dont 364 pour Bucarest. *La Dernière Heure* tout en mentionnant l'annonce de M. Kouchner précise que le bilan regarde seulement le nombre des victimes enregistrées par les hôpitaux. Le doute ne s'est pas encore installé.

*L'aide humanitaire pour le peuple en détresse.
Les Roumains manquent de tout*

Comme lors de tout conflit sanglant, l'opinion publique occidentale (et non seulement²) se mobilise et les appels à faire des dons matériels s'organisent. Les convois de la Croix Rouge (CICR), de l'organisation Médecins sans frontières, de l'opération villages roumains, de Caritas catholica ou d'Oxfam prennent la route de la Roumanie. En Belgique des cellules de crise sont constituées surtout au niveau local par les bourgmestres, les gens s'y rendent pour déposer leurs dons (colis alimentaires, dons de sang, médicaments, vêtements, dons d'argent). Le 25 décembre un airbus affrété par la Croix Rouge néerlandaise et belge a quitté Genève pour la Roumanie avec du matériel médical, annonce *Le Drapeau Rouge* le 26. Le secrétaire d'État à la santé, Roger Delizée, fait un appel pour que les gens ne donnent plus des médicaments et privilégient les dons en espèces à cause de la difficulté de les trier et de la difficulté des médecins roumains de lire les notices en français. Le 27 décembre *Le Soir* fait le bilan des aides humanitaires belges déjà parties pour la Roumanie (3 avions C130, un convoi de 20 à 25 camions, une équipe de 15 personnes pour organiser un centre logistique à Szeged à la frontière entre la Roumanie et la Hongrie etc.).

¹ *La Dernière Heure* du 26 décembre 1989 annonce que 70 000 personnes ont été tuées et 300 000 ont été blessées, depuis que les Roumains ont commencé la révolte; dans un autre article on retrouve l'estimation pour Timișoara, «entre 7 000 et 12 000 morts le 17 décembre» mais aussi «des patriotes nous parlent de milliers de morts depuis deux jours».

² *Le Soir* parle des aides humanitaires venues de Pologne et de l'Union Soviétique (l'édition du 27 décembre 1989).

La Roumanie réapprend à vivre, la normalisation du discours journalistique 28 décembre 1989-1 janvier 1990

Les principales sources: les correspondants spéciaux et la radiotélévision roumaine

Dans cette période les envoyés spéciaux en Roumanie prennent le relais et envoient aux journaux des reportages sur la réalité roumaine, des communiqués sur les actions des nouveaux leaders de Bucarest, des reportages sur les terroristes et ainsi de suite. *Le Soir* a trois correspondants en Roumanie, Colette Braeckman, Alain Guillaume et R. Milutin; *La Dernière Heure* a dès le 28 décembre, un nouveau correspondant en Roumanie, Juan Miralles qui remplace ainsi Michel Marteau. *Le Drapeau Rouge* publie des articles sur la situation de Bucarest, avec les avis des habitants de la capitale roumaine, mais les articles de ce quotidien sont rarement signés (à part les éditoriaux) donc on ne sait pas si les informations proviennent d'un envoyé sur place propre ou d'une deuxième source (d'autres journaux ou agences de presse). Les agences de presse citées ces jours là sont principalement l'AFP et Reuter mais aussi Belga¹. Les informations diffusées par la télévision roumaine sont utilisées même si on ne peut pas vérifier la vérité des affirmations relevées, on les croit sur parole. On se repentira par la suite.

On nettoie, on balaye... Petite radiographie de la pauvreté d'un peuple

Les principaux sujets se concentrent sur l'aspect humain des événements. Les articles visent surtout la situation particulière des individus, leurs avis par rapport aux événements. On analyse aussi la situation économique précaire, on se solidarise pour aider les Roumains qui manquent de tout. Le lecteur s'identifie² plus facilement si l'article se concentre sur un cas particulier plutôt que relater la situation générale de la population.

Le Soir continue à privilégier les opinions des Roumains par les reportages de A. Guillaume. Le 28 décembre il donne la parole à une «intellectuelle», Ilona Oancea, enseignante à Timișoara..., le 29 décembre le reportage de Guillaume est «sensationalnel», il a interrogé un capitaine de la Securitate, Sucu Nicolae, interné à l'hôpital de Sibiu, qui se repentit pour ses actions et félicite la population pour avoir tué le Conducător. Colette Braeckman offre une image plus complète de l'atmosphère bucarestoise, elle aussi introduit dans ses récits des opinions exprimées par les Roumains qu'elle rencontre. Le 27 décembre³ elle parle avec Alexa Irimia, cinéaste qui «filme tout» et M. Ghiga, un «avocat célèbre», les deux commentent la situation du pays et font des prophéties quant à l'avenir; le 29 décembre la correspondante belge décrit la situation désastreuse de Barbara C., descendante de l'ancienne famille royale roumaine et de Julian Christian, étudiant en philologie

¹ Belga est l'agence de presse belge.

² Un des critères culturels du modèle de sélection des nouvelles de Galtung et Rouge est la personnalisation des faits.

³ *Le Soir*, édition du 28 décembre 1989.

de Bucarest¹ qui confesse qu'il devait soumettre chaque année sa machine à écrire à la milice pour un «contrôle». Dans l'édition du 28 décembre de *La Dernière Heure*, Juan Miralles parle avec Julien âgé de 22 ans, bagagiste à l'Hôtel Intercontinental de Bucarest, qui exprime sa rage contre les atrocités du régime communiste. Le 29 décembre le correspondant du journal décrit: son guide nocturne à Bucarest, Radu Bucurescu qui, lui, caractérise les membres de la Securitate comme «des cinglés...drogués en permanence» et une femme qui contrôle les passants dans le métro de Bucarest, «Gaby la Magnifique».

Le récit des journalistes quant à la situation roumaine tend à privilégier les images du calme qui regagne le pays. À Bucarest la tranquillité s'installe peu à peu, les gens bénéficient déjà d'un meilleur approvisionnement alimentaire par le décret qui interdit l'exportation des produits de stricte nécessité et par les nombreuses aides humanitaires venues du monde entier. Le besoin de vivre une vie normale est accentué par Colette Braeckman dans *Le Soir* et par *Le Drapeau Rouge* qui décrivent la situation précaire des Roumains qui manquent de tout, leur joie de retrouver des produits alimentaires dans les magasins, leur vie misère. La vie reprend son cours mais sous une nouvelle forme, la vie libre.

Le CFSN s'arroge la quasi-totalité des pouvoirs

Les commentaires des journaux belges ne tardent pas à décrire les deux séances plénières tenues par le CFSN, le mercredi 27 et le jeudi 28 décembre, au cours desquelles des décisions importantes pour le futur démocratique du pays sont prises. Tout en précisant la volonté du CFSN de rompre l'identité entre le parti et l'État, tous les journaux observent que le nouveau pouvoir de Bucarest se consolide de plus en plus, il se donne une structure territoriale, élit un gouvernement et se donne des pouvoirs étendus. Le CFSN peut désormais nommer et démettre à sa volonté le Premier ministre et le gouvernement, il peut nommer le procureur général, définir le système électoral, nommer la commission d'élaboration de la nouvelle Constitution, approuver le budget de l'État etc. Par une série de décrets, le CFSN abolit les lois que les Roumains haïssaient le plus: la Loi sur la systématisation des villages promulguée en 1978, la Loi sur l'avortement, la liberté des cultes et celle de la presse sont établies; change le nom du pays et de la milice, démit des officiers supérieurs et nomme des officiers à la retraite. Une décision importante est celle qui regarde l'adoption du Décret sur le multipartisme. La discussion s'est centrée dans la session du 27 décembre sur la question de fond: faut-il passer directement au multipartisme ou autoriser la création de partis totalement autonomes, ou seulement se cantonner à un pluripartisme de tendances au sein du CFSN. L'idée du multipartisme, condition essentielle d'un régime démocratique est à la fin acceptée par le Conseil du Front. La Roumanie reste membre du Pacte de Varsovie comme l'affirme Cazimir Ionescu vice-président du FSN (cité par *Le Drapeau Rouge*²) qui souligne aussi la volonté de permettre au PCR de participer aux élections libres programmées pour avril (cette déclaration suit le désir de Mihail Gorbatchev s'inquiétant lors d'un entretien téléphonique avec Ion Iliescu, du sort du

¹ Colette BRAECKMAN, «La liberté, c'est aussi la viande et l'électricité», in *Le Soir*, 30-31 décembre 1989-1 janvier 1990.

² *Le Drapeau Rouge*, 30-31 décembre 1989-1 janvier 1990.

PCR totalement décrédibilisé). Des pas significatifs sont faits sur le chemin de la démocratie mais le jugement est fait: «En Roumanie il n'y aura pas de transition, il ne peut y avoir que rupture»¹.

Ștefan Gușă limogé

Une des premières décisions prises par le CFSN est d'écarter de sa fonction de chef de l'état-major des forces armées le général Ștefan Gușă qui est en même temps démis du CFSN. Le général «Guze», comme l'appelle la presse belge, était présenté comme l'artisan de la soumission de l'armée à la cause populaire. La presse belge interprète cette décision du Front comme la preuve décisive que le nouveau pouvoir de Bucarest veut rompre avec le pouvoir des militaires et consolider son pouvoir civil. La décision est encadrée dans l'image plus large du procès simulacre autour duquel les questions demeurent. La presse belge tend à accuser les militaires de la décision d'un procès secret et rapide, tandis que le CFSN avait clairement précisé son désir d'un procès public et correct, en dernier lieu sous la pression des militaires membres du CFSN on a du accepter la solution vindicative. L'un des motifs officiels du jugement rapide de Ceaușescu s'est effondré, son exécution n'a pas mis fin à tous les combats.

Le mythe de la Securitate continue d'entretenir «la paranoïa latente»

*Le Soir*² fait une esquisse de la situation roumaine après le procès destiné à décourager les combattants de la Securitate. La terrible Securitate continue à s'opposer au pacifisme officiel. Certaines unités sont prêtes à déposer leurs armes et à cesser les combats tandis que d'autres refusent obstinément, parmi ceux là les plus fanatiques sont surtout les commandos arabes. Le journal belge parle d'«informations concordantes» qui portent à croire que les fidèles de Ceaușescu ont cessé les combats à Bucarest parce qu'ils se regroupent dans le Nord du pays afin de pouvoir lancer une offensive spectaculaire, notamment à l'occasion des fêtes de la fin d'année. Il faudrait mentionner ici une annonce apparue dans *La Dernière Heure* du 28 décembre: «Le consulat de Tchécoslovaquie à Bucarest a confirmé les informations ayant fait état de 2 000 mercenaires étrangers en Roumanie, a annoncé mercredi (27-12-1989) Michael Zantovski, porte-parole du groupe d'opposition Forum Civique: ces informations sont justes concernant les Libyens et font état de Syriens et de Palestiniens».

Le CFSN a annoncé l'instauration de tribunaux militaires extraordinaires pour juger ceux qui ne déposent pas leurs armes et ne se rendent pas aux autorités qui leur promettent des circonstances atténuantes dans ce cas. Des diplomates occidentaux cités par les quotidiens analysés s'inquiètent quant à la transformation des combats de Roumanie dans une lutte de guérilla qui va durer plusieurs années, et même si ce n'était pas le cas, l'éradication des combattants disent-ils sera longue et

¹ L'observation est faite par Pol Mathil dans *Le Soir* du 28 décembre, mais aussi par l'écrivain roumain exilé en France, Virgil Tănase, de retour en Roumanie, cité par *Le Drapeau Rouge* du 29 décembre 1989.

² Éditions du 28 et du 29 décembre 1989.

difficile. Le cours des événements sera différent toutefois, les terroristes disparaissent rapidement du paysage (à part quelques-uns arrêtés ou hospitalisés qui eux aussi seront libérés). Ils ne resteront qu'un mauvais souvenir, un des «éléments non élucidés» dans la Roumanie post-révolutionnaire.

*Le «body count» disparaît du premier plan.
Une suspicion naissante ?*

Le bilan étant «établi» autour de 70 000 morts et 300 000 blessés¹ et à 60 000 par le tribunal qui a jugé les Ceaușescu, la presse écrite se concentre sur d'autres thèmes; on trouve quand même quelques références aux victimes. *Le Soir* du 28 décembre précise que le bilan des victimes semble nettement moins élevé que ce qui avait été annoncé. Le 29 décembre, *Le Soir* revient et précise que «des dizaines de milliers de morts, en moyenne 25 combattants sont tombés par terroriste» (dans un article signé par Ioan Negruțiu-chercheur). Dans l'édition sur trois jours, de la fin d'année 1989 on ne trouve plus aucune indication quant aux nombres des victimes.

Les aides humanitaires

Les appels à aider la Roumanie continuent en Belgique. En même temps sont rapportés les réalités roumaines, le bilan des victimes est nettement inférieur à ce que l'on avait pensé... et les besoins médicaux ont été pour le plus comblés. On se concentre donc sur une aide à moyen et à long terme. La Belgique réalise un index international pour accompagner les colis vers la Roumanie et aider les médecins roumains à se débrouiller avec les dons médicaux. Le jeudi 28 décembre *Le Drapeau Rouge* met l'accent sur les actions humanitaires: on retrouve dans ce sens sur la première page du journal, une photo des camions partis de Melsbroek en direction de la Roumanie et le titre: «Solidarité avec la Roumanie»; en dernière page, sur le même thème il y a deux articles: «Opération Oxfam pour la Roumanie... et celle de la Croix Rouge». *La Dernière Heure* du 28 décembre met au premier plan la solidarité belge, «L'opération villages roumains continue. Molenbeck se prépare à rallier Mircea Vodă».

Janvier 1990.

La Roumanie écartée du premier plan des actualités

En janvier 1990, la presse belge perd son intérêt pour les événements roumains. Des journaux analysés seulement *Le Soir* et *Le Drapeau Rouge* continuent à relayer l'actualité roumaine, et seuls les événements les plus importants sont traités, comme la démission des dissidents du CFSN (surtout celle de Doina Cornea), le procès des hauts dignitaires communistes, les manifestations de Bucarest (le 12, le 24 et le 28-29 janvier), ou bien les déclarations faites par les deux médecins de Timișoara à la

¹ Galliane Palayret commente: «Le 25 décembre est diffusée la nouvelle „explosive“ du génocide. Radio Budapest avance le bilan de 70 000 tués et 300 000 blessés. Les médias occidentaux vont prendre le relais», *art. cit.*, p. 1027.

chaîne RTLplus sur l'authenticité des charniers découverts dans la ville martyre. Des deux quotidiens, *Le Soir* est celui qui dédie le plus d'attention et d'espace dans ses pages à la Roumanie démocratique, *Le Drapeau Rouge* continue à signaler les changements de Bucarest mais le fait de manière plus succincte, plus ponctuelle.

Les aides humanitaires, les adoptions

Au début de l'année 1990, les journaux continuent à accentuer les actions de solidarité propagées par la Belgique. *Le Soir* présente surtout la solidarité belge et ses accomplissements: «Mille tonnes de l'aide belge d'urgence ont pris la voie de la Roumanie à Bruxelles»; «Roumanie: l'aide belge figure parmi les plus abondantes»; «Roumanie: Les Belges en tête de la générosité européenne»; «Plus de 3 000 tonnes pour la Roumanie»¹. *Le Drapeau Rouge* accentue les besoins ressentis par la Roumanie libérée, les aides alimentaires sont prioritaires: «Roumanie: solidarité pour la santé»; «Le train offert par la SNCB à la Croix Rouge de Belgique»; «Quand la Roumanie éclipse l'Éthiopie et Roumanie: un besoin urgent d'aide alimentaire». *Le Soir* raconte largement l'histoire des parents belges qui veulent adopter des enfants roumains, leurs émotions à entendre que la Roumanie soit libérée, leur attente depuis plusieurs années, leurs espoirs de les recevoir enfin: «Son frère roumain arrive aujourd'hui»; «Nos neuf petits Roumains doivent arriver ce soir»; «Ils sont arrivés» et «Un aller retour en Roumanie pour ramener les enfants et le bonheur».

Le CFSN suscite les suspicions

Les questions autour de la spontanéité de la révolution apparaissent dès le début de l'année 1990. Les hypothèses autour de «la vérité» commencent à prendre forme. On parle de coup d'État organisé par les militaires réformistes ou de reprise du mouvement spontané de la population roumaine par un groupe d'opposants politiques de Ceaușescu qui légitiment ainsi leur pouvoir.

Le Soir se demande le 4 janvier si la révolution a été spontanée ou manipulée. La question suit la déclaration de Nicolae Militaru (ministre de la Défense) qui affirme que le Front du Salut National fonctionnait déjà depuis six mois lors de l'irruption populaire. Petre Mihai Lupoi, ministre du Tourisme, confirme et déclare à France3 que le Front fonctionne depuis longtemps mais il s'est constitué sur les barricades pendant l'insurrection contre Ceaușescu. Roman en revanche, prône le caractère inattendu du mouvement populaire des masses contre la dictature. Le journaliste belge (Pol Mathil) se demande (tout en observant que le bilan des victimes ne cesse de baisser) si l'on démontrait le caractère planifié de la révolution, quelle légitimité aurait encore le pouvoir de Bucarest?

Le pouvoir de Bucarest ne tarde à faire la distinction entre les membres de la Securitate et les terroristes, qui eux appartiennent à la garde personnelle de Ceaușescu. Ainsi la Securitate échappe par merveille au blâme général. Jean-Pierre Stroobants, commente dans ce sens (*Le Soir* du 4 janvier 1990) qu'un certain général Ionel avait déclaré dès le 2 janvier à une radio française qu'il ne faut pas considérer les troupes de la Securitate comme des terroristes, celui-ci appuyait sa thèse par le fait que le 22 décembre certaines unités de la police politique avaient refusé de tirer sur la foule.

¹ Titres des articles publiés par *Le Soir* du 3 au 12 janvier 1990.

*Le CFSN en difficulté.
Les manifestations de colère à Bucarest*

La méfiance des Roumains quant à l'intention du CFSN de prolonger sans le consentement populaire un gouvernement communiste restructuré se fait de plus en plus sentir et les commentaires des journaux belges ne cessent de la souligner.

«La Roumanie déboussolée vit au rythme de la rue», écrit *Le Soir* du 15 janvier. Les manifestations spontanées pour l'abolition du rôle du PCR donnent l'occasion aux journalistes belges de commenter les difficultés du nouveau pouvoir. Après avoir cédé à la pression populaire et décrété la mise hors la loi du PCR et l'introduction de la peine de mort, le «triumvirat» roumain (Iliescu, Mazilu et Roman) rectifie ses décisions et apparaît à la télévision pour rassurer la population et soutenir que le CFSN est la seule alternative démocratique que la Roumanie possède.

Le 24 à Bucarest ont lieu des manifestations de proteste contre la décision du CFSN de se présenter aux élections libres, qu'il avait lui-même fixées au 20 mai 1990. Les partis «d'opposition» protestent contre le monopole exercé par le CFSN sur la vie politique et contre le délai trop court dont ils disposent pour se préparer aux élections. Silviu Brucan, «l'éminence grise» du CFSN considère que le Front qui a été légitimé par la révolution ne pourrait pas être absent du scrutin, parce que les autres partis ne seraient pas capables à eux seuls de remplir le vide politique. Suite à ces manifestations, le CFSN décide de restreindre le droit de manifester¹. Cette décision est critiquée par Pol Mathil, l'éditorialiste du quotidien *Le Soir*, qui se demande si ce type de décision est compatible avec la démocratisation invoquée par les dirigeants de Bucarest.

Le 28 janvier les partis de l'opposition, (le Parti National Paysan, le Parti National Libéral et le Parti Socialiste Démocrate) organisent une vaste manifestation à Bucarest. La manifestation n'est pas autorisée mais elle regroupe un nombre impressionnant de personnes. Les protestataires réclament la dissolution du FSN, la formation d'un conseil d'union nationale et d'un gouvernement de coalition. Le 29 c'est aux partisans du CFSN de manifester dans les rues de Bucarest. Ils demandent la dissolution des formations d'opposition et le départ de leurs dirigeants.

Doina Cornea

En Belgique Doina Cornea est la plus célèbre dissidente roumaine. Soumise au régime de résidence surveillée pendant deux ans, elle regagne après le 22 décembre sa liberté. Elle rejoint le Front du Salut National avec d'autres dissidents, et est la première à le quitter, le 23 janvier suite au constat de la volonté des «dissidents de la dernière heure» de participer aux élections en tant que formation politique et au désir de monopoliser le pouvoir politique. *Le Soir* publie le 17 janvier une interview avec elle. Elle parle de sa nouvelle vie et déclare son intention de quitter le FSN (auquel elle a été cooptée pour jouer le rôle de tampon entre la foule et les nouvelles forces politiques) s'il se transforme en parti politique. Le 23 janvier elle franchit le pas en portant un coup dur au FSN qui se voit délégitimé par la dissi-

¹ Le 5 janvier, *Le Soir* mentionne le Décret signé par Ion Iliescu autorisant les rassemblements et manifestations publics (sources: AP et AFP).

dence roumaine. Les journaux belges annoncent sa démission: «En Roumanie, Doina Cornea éclipse l'annonce d'élections» (*Le Soir* du 24 janvier¹) et «Doina Cornea quitte le CFSN» (*Le Drapeau Rouge* du 24 janvier).

La non-ingérence soviétique

Le ministre des Affaires étrangères russe, Edouard Chevardnadze, arrive à Bucarest le 5 janvier 1990 pour établir les premiers contacts avec les nouveaux dirigeants roumains. Il promet l'aide russe au peuple roumain (une aide d'urgence en valeur de 22 millions de mètres cubes de gaz et 390 millions tonnes de pétrole) et souligne la non-ingérence soviétique; il soutient que Moscou n'a eu aucun contact avec les insurgés, antérieur aux événements: «Les événements roumains étaient spontanés et non préparés à l'avance, personne ne pouvait prévoir leur rapidité» déclare-t-il². Les journaux soulignent la visite de Chevardnadze et surtout sa déclaration concernant la non-ingérence soviétique dans la prise de pouvoir par le FSN.

Nüremberg en version roumaine

Les quotidiens annoncent les premiers procès du postcommunisme. L'attention se concentre sur leur déroulement vu l'échec du procès des époux Ceaușescu qui a été fortement critiqué et a suscité les doutes et les soupçons des journalistes belges mais aussi des responsables occidentaux quant au caractère démocratique du nouveau régime.

Le 15 janvier *Le Soir* cite le procureur général de la Roumanie, Gheorghe Robu, qui annonce (dans une interview au journal *România Liberă* citée par *Rompres* le 14 janvier!) le début des procès de quatre des hauts dignitaires du régime dictatorial de Ceaușescu. Le jeudi 27 janvier commence le procès de Nüremberg en version roumaine, c'est ainsi que l'appelle la presse belge, parce que les crimes de décembre de Ceaușescu sont comparables à celles du nazisme. Emil Bobu (proche collaborateur de Ceaușescu), Tudor Postelnicu (ex ministre des Affaires intérieures), Ion Dincă, et Manea Mănescu (ex membres du Bureau politique) sont au banc des accusés pour «complicité au génocide». Ils plaident tous coupables et cherchent à sensibiliser les juges et l'audience en soutenant leur incapacité de s'opposer aux décisions des Ceaușescu. S'ils s'étaient opposés ils auraient eu le même sort que le général Vasile Milea «suicidé» par le dictateur. Nous devons mentionner que l'acte d'accusation du procès parle de 689 morts et 1 200 blessés suite aux affrontements de la fin de décembre à Bucarest et dans les plus grandes villes du pays.

Le bilan des victimes

Après avoir décrit l'image chaotique des bilans des victimes donnée par la presse belge on peut conclure cet exposé comparatif par les chiffres qu'on retrouve en janvier. Le seul journal à parler encore des victimes roumaines est *Le Soir*. Dans

¹«Au siège de l'ancien PCR de Cluj devant les membres de la délégation parlementaire belge...elle a donc fait part, à l'agence Belga de sa décision de quitter immédiatement le CFSN», *Le Soir*, 24 janvier 1990.

² Cité par *Le Soir* dans son édition de samedi 6-dimanche 7 janvier 1990 (source: AFP).

son édition du 9 janvier on retrouve un commentaire de la déclaration faite par Silviu Brucan qui évaluait le nombre des victimes des journées révolutionnaires à 10 000 au maximum¹. Le 12 janvier le même journal annonce l'incinération le 19 décembre de 40 cadavres relevés à Timișoara (l'information est donnée par le procureur général de la Roumanie et par le chef de la Police le jeudi 11 janvier). *Le Soir* cite Doina Cornea qui évalue qu'à Cluj il y a eu 30 morts et 60 blessés pendant la révolution. À la fin du mois, l'acte d'accusation dans le procès des 4 hauts dignitaires communistes établit le bilan des victimes à 689 morts et 1 200 blessés à Bucarest et dans les principales villes de province. La différence entre les chiffres «déli-rantes» d'à peine un mois avant et le bilan présenté par les autorités ne surprend personne, on se conforme à publier les informations telles qu'on les reçoit sans vérifier leur authenticité sans se questionner sur leur vérité ou plausibilité.

LES MEA-CULPA

La dénonciation

Le 24 janvier la chaîne allemande RTLplus dénonce la mise en scène du charnier de Timișoara et en extrapolant, la propagande manipulée des dirigeants avides de légitimité de Bucarest. Les trois médecins légistes de Timișoara interviewés par RTLplus déclarent que les images des cadavres mutilés considérés victimes de la répression macabre des troupes spéciales de la police politique roumaine, ne sont en fait que des cadavres de personnes décédées tout au long de l'année 1989. Les signes de torture n'étant en fait que des marques d'autopsie. L'image choc de la mère avec son bébé éventré est-elle aussi construite afin de choquer l'opinion publique. La petite Cristina est décédée le 9 décembre de la mort subite des nourrissons à l'âge de deux mois et demi. La femme, qui n'est pas sa mère, est morte d'une intoxication alcoolique le 8 novembre.

Le Soir relève la mise en scène de la révolution roumaine en s'appuyant principalement sur les informations relevées par RTLplus. Pour compléter le cadre des aveux, *Le Soir* publie au côté de l'article sur la mise en scène de la révolution la déclaration de C. Braeckman. Le commentaire fait par *Le Soir* est révélateur sur la suspicion croissante à propos de la «révolution» et accentué par la «bombe lancée par RTL». On se demande si la révolution roumaine qui avait fait naître tant d'espairs ne serait, le soulèvement spontané réel de la population mis à part, qu'une vaste mise en scène dirigée par des hommes bien décidés à assumer l'héritage du PCR. À peine un mois après, la crédibilité des «libérateurs» s'ébranle. Les causes principales de cette perte de légitimité sont la baisse incessante du bilan des victimes (de 60 000 puis à 10 000 jusqu'à 2 000-3 000), le procès simulacre qu'on a «préparé» aux époux Ceaușescu et l'obstination de ne rien dévoiler sur le sort des responsables militaires qui ont jugé et condamné à la mort le couple Ceaușescu. Les réactions des journalistes sont contradictoires, d'une part ils accusent l'équipe dirigeante de Bucarest et commentent leur perte de crédibi-

¹ Le 8 janvier Ion Iliescu déclarait encore au journal *Die Welt* que le bilan des victimes est de 60 000 morts, blessés et disparus.

lité, mais d'une autre part on se demande si Ion Iliescu, Petre Roman et le reste ne se sont eux-mêmes laissés abuser par la confusion générale et ont été empêchés à réfléchir ou à questionner ce qu'il se passait. La conclusion du journal est que la population roumaine est consciente de la manipulation et demande la démission d'un pouvoir mystérieux.

«*Je n'ai rien vu à Timișoara*»

La correspondante à Timișoara du quotidien *Le Soir*, Colette Braeckman, est parmi les premiers à affirmer sa certitude que les choses ne se sont pas passées de la manière que les journaux l'ont exposé. Son article «Je n'ai rien vu à Timișoara» (paru dans l'édition de samedi 27-dimanche 28 janvier 1990) reste une des références utilisées par les spécialistes de la communication préoccupés depuis 1990 par le «syndrome de Timișoara».

Colette Braeckman déclare qu'elle a été à Timișoara le 23 décembre et elle n'a rien vu. Tout le monde lui parlait des «charniers invisibles» (parce que personne ne les a vraiment vus, tout ce qu'on a montré a été la scène du drap blanc avec les 30 cadavres allongés), mais personne n'a voulu la conduire sur place. «Chacun me parlait de morts, de blessés, mais vers les charniers, nul ne voulait m'emmener...». La correspondante visite en échange le plus grand hôpital de la ville, mais ici tout est calme, sous contrôle, rien ne semble dépasser les «docteurs en pantoufles» qui prennent leur thé. La journaliste belge n'a donc rien vu, ni charnier, ni hôpital débordé, ni des centaines ou des milliers de morts et blessés. Mais sur le moment elle ne peut rien dévoiler, car tout le monde sait mieux qu'elle ce qu'il se passe vraiment à Timișoara. La télévision a diffusé des images révélatrices et si c'est la télévision qui le dit alors elle doit avoir raison.

Le Drapeau Rouge ne publie aucune rectification, il se contente de commenter la déclaration faite par Colette Braeckman. Le journal apprécie le courage de la journaliste de reconnaître publiquement la fausseté des informations qui avaient inondé les médias belges et non seulement. En même temps, l'auteur de l'article observe qu'il ne faut pas renier par cela le caractère dramatique des événements roumains.

Suite au reportage révélateur de RTLplus les aveux de culpabilité des journalistes se font publics, mais ils ne sont pas si nombreux. La honte et la complaisance dominant. Les mea-culpa sont rares et n'ont pas le même impact qu'ont eu les informations sur les charniers ou sur le nombre effrayant des victimes. Quand même nous avons pu identifier en Belgique, les déclarations faites dans ce sens par les chaînes de télévision, qui admettent plus difficilement leur culpabilité. La BRT avoue le 25 janvier qu'elle a été trompée, mais pour se justifier diffuse des images d'un second charnier découvert le 15 janvier, cette fois un vrai charnier (!) dit-on. La RTBF¹ se demande «La Securitate aurait-elle pris la peine de recoudre soigneusement les victimes avec du fil chirurgical après les avoir torturées?» et se répond elle-même «Pourquoi ces mensonges? Une réponse s'impose: il fallait noircir la Securitate pour donner au peuple le courage de la combattre»².

¹ RTBF-télévision, 25 janvier 1990.

² Michel MOMMERENCY, «La Vérité mutilée», in Gerard DE SELYS (éd.), *Médiamentonges*, Éditions EPO, Anvers, 1990, pp. 65-85.

Les indices

Pourtant les discours prudents, plus proches de la réalité ont été présents dès la fin de l'année 1989. On peut invoquer ici, la déclaration faite le 27 décembre par Bernard Kouchner, secrétaire d'État français à l'action humanitaire, qui de Bucarest annonce un nombre nettement inférieur aux bilans avancés jusque là: 766 tués pour toute la Roumanie, dont 364 pour Bucarest. *La Dernière Heure*, le seul journal de ceux analysés à publier son annonce, tient à préciser que les chiffres ne représentent que le nombre des victimes enregistrées par les hôpitaux. Même avant cette déclaration, le 25 décembre le ministre de la Santé du FSN, Ciobanu¹, annonce qu'à Bucarest il n'y a pas eu plus de 500 personnes tuées et au maximum quelques milliers pour tout le pays². Un des quotidiens belges, *La Nouvelle Gazette* rectifie cette information: «Cette dernière affirmation semble un peu dérisoire quand, à chaque instant, la télévision nous montre des hommes, des femmes et des enfants qui s'écroulent en direct, tués par les balles des francs-tireurs de la Securitate». On peut donc conclure que les données pour dévoiler depuis le début la désinformation, y étaient, mais personne n'a voulu ou pu les voir. Nombreux journalistes ont invoqué notamment pour «s'excuser» le pouvoir exercé par leurs rédactions qui ont décidé de publier ou de diffuser les images et les informations impossibles à vérifier.

L'utilisation de sources douteuses et la logique d'imitation ont créé le cadre propice à la propagation de l'information mutilée, déformée et en même temps unanime. Concordante pour décrire une tragédie, mais chaotique sur la description de ses traits et sur le nombre réel des victimes.

À PROPOS DU SYNDROME DE TIMIȘOARA

«*La guerre en direct*» – 1991

Après la «révolution en direct», le public du monde entier est confronté en 1991 à la première «guerre en direct». Relayée par tous les médias du monde, et en particulier par la chaîne de télévision américaine CNN, la seconde guerre du Golfe marque une transformation dans le traitement des conflits par les médias. Les exemples de «débordements médiatiques» sont nombreux. Très vite, les journalistes sont jugés indésirables sur le sol irakien et la seule chaîne autorisée à émettre depuis Bagdad c'est CNN qui diffusait des flash spéciaux tous les quarts d'heure durant la totalité du conflit. La télévision devient un instrument de propagande, et même une arme. C'est fut la première «guerre en direct», mais cette guerre retransmise par la télévision fut fort différente de celle réelle. Instruit par la médiatisation de la guerre du Viêt-Nam et par les conséquences négatives que celle-ci a eues sur l'opinion publique, tant américaine qu'internationale, l'état-major américain a

¹ Il est important de préciser que le 25 décembre le FSN n'avait pas un ministre de la Santé, ce n'est que le 8 janvier que par le Décret no. 28 Dan Enăchescu est nommé ministre de la Santé. La valeur de la déclaration est donc douteuse, mais elle a été publiée et son évaluation était plus proche de la réalité.

² Michel MOMMERENCY, «La Vérité mutilée», cit.

soigneusement contrôlé la nature des informations et des images relayées par les chaînes de télévision. On ne montre plus les horreurs de la guerre, on insiste sur les prisonniers de guerre américains et on élude les victimes de l'adversaire. On a en conséquence une guerre propre. Rétrospectivement, l'ensemble des médias est apparu comme l'instrument de la propagande du Pentagone. Reprenant dans un premier temps les discours des militaires américains sur la précision «chirurgicale» des frappes aériennes alliées, et mettant en valeur les qualités des armements employés, les médias ont critiqué dans un second temps la censure américaine qu'ils avaient eux-mêmes acceptée. De fait, si les militaires accordent désormais à la médiatisation d'un conflit une importance stratégique, les médias se sont laissés quelque peu manipuler durant ce conflit, ouvrant involontairement la porte à une désinformation certaine.

Lors de la guerre du Golfe en 1991 un exemple édifiant de désinformation préméditée par les Américains est l'affaire bien connue des couveuses pour prématurés, au Koweït. Avant le début de l'opération «Tempête du désert» contre l'Irak, un reportage avait fortement marqué les citoyens américains. D'après ce qui avait été dit, lorsque les troupes irakiennes envahirent le Koweït en août 1990, les soldats de Saddam Hussein coupèrent les tuyaux d'oxygène alimentant des couveuses de nouveau-nés dans des maternités. On avait montré à la télévision, une étudiante koweïtienne, Nayrah, déclarer en larmes: «Ils ont arraché vingt-deux bébés à leurs couveuses à l'hôpital d'Addan et les ont laissés mourir sur le sol». C'est un des reportages qui ont largement contribué à faire passer à 84-90% le soutien de l'opinion publique américaine à l'égard d'une intervention militaire au Koweït. Il s'avéra que l'étudiante en larmes, Nayrah, n'était pas une réfugiée, mais la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis, Nasir Al Sabah.

L'image qui a trompé le monde entier. Trnopolje 1992

La guerre de Bosnie de 1992-1995 a bénéficié elle aussi d'une couverture médiatique toute particulière. En été de 1992, une image choquante de Bosnie a fait le tour du monde: elle montre des musulmans bosniens, derrière le barbelé d'un camp serbe bosniaque de Trnopolje. L'un d'entre eux filmé de la taille en dessous, le torse osseux, est Fikret Alic. Son image a été interprétée comme le symbole des atrocités de la guerre en Bosnie et comme preuve de l'existence des camps d'extermination serbes, cinquante ans après le Holocauste. Comme lors du présumé charnier de Timișoara, les images parlent pour elles-mêmes et le grand public autour du monde les a interprété sans attendre une explication. On a prouvé par la suite que Trnopolje n'était ni un camp d'internement, ni un camp de concentration dans le sens que des prisonniers étaient torturés et systématiquement assassinés. C'était un camp de réfugiés et un camp de passage. De plus ce n'est pas le groupe d'hommes musulmans avec Fikret Alic qui sont entourés par le barbelé, mais plutôt les journalistes britanniques qui ont pris les photos.

L'image a servi quand même à sensibiliser le monde entier. Juste après sa diffusion le 13 août (l'image a été diffusée le 6 août), le Conseil de Sécurité de l'ONU a autorisé pour la première fois l'utilisation de la force pour ses propres troupes dans la région et a promis que des criminels de guerre seraient punis. Le 18 août, le

gouvernement britannique a annoncé l'acheminement de quelques mille troupes en Bosnie. Bien que la photo n'ait pas été la seule cause de cette intervention, elle a joué un rôle important dans le procès de sensibilisation de l'opinion publique.

Kosovo 1999

Dans la nuit du 23 au 24 mars 1999, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord déclenchait contre la Yougoslavie une offensive aérienne, qui allait durer soixante-dix-huit jours. Le 10 juin, les forces serbes se retiraient du Kosovo investi par la force internationale mandatée par les Nations Unies, la KFOR.

À l'occasion de la guerre du Kosovo, les médias sont de nouveau prises dans l'engrenage de la guerre et après les précédents évoqués plus haut, on essaye de rester prudents, de privilégier l'objectivité. Toutefois les dérapages sont importants cette fois-ci aussi. Des nouveaux cas de *body counting* sont relayés. Les chiffres annoncés sont encore une fois dramatiques. On parle de génocide, d'holocauste. Si au printemps les discours se construisent autour de termes comme: génocides, des purifications ethniques propagées par les Serbes, les preuves d'une contre épuration ethnique¹ des Albanais qui vise les Serbes et les Tziganes et les enquêtes faites par les organisations internationales et les journalistes modifient la lecture des événements. En avril les chiffres sont terrifiants, des centaines de milliers de musulmans auraient été tués (entre 100 000 et 500 000 d'après la télévision française). Au mois d'août le bilan s'abaisse, M. Bernard Kouchner parle le 2 août de 11 000 Kosovars exhumés des fosses communes. Le journal espagnol *El País* releva dès le 23 septembre (suite à une enquête réalisée par des policiers et des juristes espagnols) qu'il y a certes des crimes de guerre mais pas de génocide au Kosovo. Le TIPY² ne trouve quant à lui que 2 018 cadavres. Mais pour expliquer la différence entre les milliers, voire les centaines de milliers de morts annoncés et les 2 018 retrouvés, on accuse les Serbes d'avoir fait disparaître le reste des cadavres. Les médias ont tout au long du conflit, apprécié leur propre travail journalistique, en faisant table rase de leur passé «lamentable» si on se réfère à l'épisode de Timișoara et à la guerre du Golfe censurée par les Américains.

9/11 et la guerre d'Irak – mars 2003

Lors de l'attaque terroriste de septembre 2001 sur les deux tours du World Trade Center de New York, l'euphorie des journalistes a mené à parler de 20 000 morts dans un premier temps, par la suite on découvrira qu'il s'est agi d'environ 2 800 victimes. Certes un bilan affreux, mais reste que les journalistes ne cessent d'exagérer avant de posséder des informations claires ou au moins vérifiées.

Plus récemment nous avons l'exemple de la guerre déclenchée par les Américains et leurs alliés contre l'Irak, où nous avons pu observer le contrôle établi par

¹ V. Serge HALIMI et Dominique VIDAL, «Chronique d'un génocide annoncé», in *Le Monde Diplomatique*, mars 2000.

² Tribunal Pénal International pour l'ex Yougoslavie.

les spécialistes américains, les *spin-doctors*¹ qui ont orienté la presse du monde entier dans le sens désiré par le Pentagone. Onze ans plus tard l'histoire s'est répétée devant nos yeux. Le centre de presse de Qatar, créé par un metteur en scène hollywoodien à un coût exorbitant, sert de centre de propagande pour les commandants militaires qui chaque jour décrivent l'état des luttes d'Irak. Mais cette fois, c'est vrai, nous avons pu suivre aussi l'opinion des Irakiens, à travers la télévision irakienne et après son bombardement, à travers l'Al Jazeera, la télévision arabe basée au Qatar. Même s'il s'agit dans ce cas d'une contre-propagande, reste la nouveauté de l'exploit journalistique qui a bénéficié d'une source parallèle d'information.

CONCLUSIONS

Au terme de cet exposé se dégagent quelques points importants quant au processus de désinformation étudié. La fidélité de la transmission de l'information est brouillée par des données telles le pouvoir exercé par la rumeur, par la logique d'imitation (soutenue par la concurrence entre les médias) ou par le besoin d'offrir au public des informations sensationnelles le plus souvent invérifiables. Les conclusions qu'on peut en tirer sont de deux types. D'une part nous avons observé les effets médiatiques et d'une autre part les répercussions politiques engendrées par la couverture médiatique des événements de Roumanie de l'hiver 1989.

Parmi les effets politiques, on peut déceler la portée eue par l'évaluation faite par les médias sur le bilan des victimes, dans le procès des époux Ceaușescu. L'accusation essentielle au nom de laquelle les Ceaușescu ont été condamnés à mort et exécutés a été celle de génocide, ils ont été accusés d'avoir tué 64 000 personnes. La multiplication des messages et des informations déformées a influencé la justice politique. Le dictateur a été accusé, jugé et condamné en s'appuyant sur l'évaluation propagée par les médias. Après le procès et après la dénonciation de l'exagération du nombre des victimes, les nouveaux dirigeants ont essayé de faire croire qu'en effet il s'agissait de 64 000 morts tout au long du régime de Ceaușescu. Cette justification a été oubliée par la suite, vu son caractère insoutenable.

L'annonce de 70 000 morts et 300 000 blessés, parue le 22 décembre 1989 et consolidée pendant les journées suivantes, a porté à la légitimation du nouveau pouvoir de Bucarest. Au nom de la nécessité de défendre le peuple roumain contre les crimes terrifiants propagés par le régime de Ceaușescu et plus particulièrement par la Securitate, les nouveaux dirigeants de Bucarest se précipitent à s'installer, le pouvoir étant vacant après la fuite précipitée de Ceaușescu.

Les conclusions qui tiennent au domaine strict des médias sont plus nombreuses. Tout d'abord il faudrait mentionner que la manipulation médiatique invoquée lors de la révolution roumaine de 1989, tant par les opposants au nouveau régime de Bucarest que par les médias elles-mêmes a été chaotique. Les informations relayées sont inexactes et en même temps elles ne sont pas concordantes. Sauf pour le numéro des victimes, qui d'un certain point de vue est unanime et est relevé ainsi par tous les supports médiatiques.

¹ Les *spin doctors* sont des spécialistes de la communication capables de réorienter l'opinion en donnant un effet aux nouvelles transmises, en organisant des fuites, en encadrant strictement les journalistes sur le théâtre des opérations. La définition se trouve dans Galliane PALAYRET, *art. cit.*, p. 1050.

La couverture médiatique chaotique faite par la presse écrite belge est notable en ce qui concerne les informations qui font «la une» au début des événements et qui disparaissent par la suite. L'ex-ministre des Affaires étrangères roumain Corneliu Mănescu, le nouveau leader de Bucarest, présenté comme tel le 23 décembre par l'unanimité de la presse écrite belge, disparaît totalement du récit journalistique par la suite. Sans explications, sans rectifications. Mais l'exemple le plus important qui soutient notre argumentation tient au nombre des victimes. Le bilan de 70 000 morts et 300 000 blessés annoncé par l'agence de presse hongroise MTI le 25 décembre est repris et retransmis comme tel par la presse écrite belge, comme il l'a été d'ailleurs par l'entier corps des médias occidentaux. Mais suite au cours pris par les événements de Roumanie (la fuite des Ceaușescu, leur procès), le bilan des chiffres est «oublié» par la presse. Peut-être aussi parce qu'après cette date il n'y a plus des confirmations de ce bilan. Tout au contraire, les voix contredisant cette exagération des chiffres commencent à se faire entendre. Bernard Kouchner notamment parle dès le 27 décembre d'un nombre bien inférieur à celui cité plus haut. Sa déclaration est toutefois (sauf par un des quotidiens analysés) ignorée par les journalistes.

Parmi les phénomènes observés dans la couverture médiatique réalisée par la presse écrite belge nous avons remarqué le rôle joué au début, lorsque les frontières du pays sont fermées par la rumeur, par les informations non vérifiées ou vérifiables. Les quotidiens dans leur ensemble utilisent des sources douteuses, invérifiables. C'est par l'intermédiaire de ces sources que les informations les plus folles, les plus dramatiques se propagent. Un autre agent de la désinformation créée autour de la révolution de Roumanie, ont été les agences de presse des pays de l'Est. Les critiques apportées par les journalistes occidentaux au moment des mea-culpa s'orientent en gros vers ces agences des pays à peine sorties du communisme. Il ne faut pas oublier quand même que c'est toujours à travers les journalistes occidentaux que les informations déformées sont arrivées aux lecteurs des pays occidentaux. C'est par leur manque d'esprit critique, dans leur esprit d'unanimité et en suivant la logique d'imitation des informations relevées par les autres médias que de telles informations douteuses et terrifiantes ont pu se propager et à un tel degré.

En Occident, l'étalage des chiffres effrayants des victimes et la mise en scène du charnier rempli de corps torturés a influencé l'opinion publique qui était ainsi favorable au nouveau pouvoir qui s'est créé rapidement «sur les barricades». Le discours des journaux et des médias en général a suscité un engouement profond du public à la cause roumaine, qui s'est traduit aussi par l'envoi des aides humanitaires.

Le contexte politique et idéologique a véritablement induit la nécessité d'une telle information. Il fallait voir mourir ce régime et surtout le communisme et ceci dans une tragédie. C'est dans ce sens que le discours des médias s'est focalisé sur le caractère démoniaque du Conducător roumain et sur l'amplification des crimes horribles commis par ses agents, les membres de la Securitate. Ceaușescu et ses fidèles se trouvent au centre du discours journalistique, leur image s'associe au mythe du Dracula et à celui de la conspiration. Le *Drapeau Rouge*, quotidien officiel du Parti Communiste de Belgique, nous montre clairement la position accusatrice des communistes belges à l'adresse du régime draconien de Roumanie et du communisme à la roumaine. Le journal tente de se déculpabiliser quant au soutien offert par son organisation et par ses leaders au Conducător roumain. Ceaușescu est condamné dès les premiers jours de la révolution, les journalistes essayant de se détacher de l'image du «communisme erroné». D'ailleurs la tendance de se déculpabiliser par rapport aux crimes commis par le régime de Ceaușescu est répandue dans la presse écrite belge. Le dictateur roumain, côtoyé par les cours royales de

l'Europe et non seulement, qui s'est vu accorder des titres honorifiques (et même des prix en argent, notamment par les Belges) retirés à la hâte après les massacres, est décrit pendant les journées révolutionnaires de décembre 1989 comme un criminel impitoyable, incarnation du « comte Dracula » et même un « dépravé violeur ».

En Roumanie aussi, il fallait accentuer encore le caractère terrible de l'ancien régime afin de permettre l'installation plus facilement d'un nouveau pouvoir et de justifier la parodie de procès qui a abouti à l'exécution du couple Ceaușescu. L'analyse de ce procès critiqué largement par l'ensemble de la presse pourrait en effet constituer l'objet d'un autre travail qui permettrait de voir sa portée sur le cours des événements roumains.

Sur l'autre versant du discours journalistique se retrouve l'image du nouveau pouvoir, issu du peuple et légitimé par le mouvement populaire. Peu à peu les doutes apparaissent à son égard, mais c'est désormais trop tard. La légitimation est réalisée, et elle a été créée de toutes pièces aussi à l'aide des médias occidentaux.

La couverture médiatique réalisée par la presse écrite belge s'encadre parfaitement dans la logique de la médiatisation réalisée par tous les médias occidentaux, même si au départ une certaine prudence avait été préférée, les voix qui contestent l'opinion généralisée sont rares et elles se font entendre timidement sur le bilan des victimes ou sur les nouveaux dirigeants roumains.

Sauf deux exceptions (*Le Soir* et *Le Drapeau Rouge*) et à des degrés réduits, l'ensemble de la presse écrite belge ne s'est guère penchée sur les semaines, voire les mois qui suivent la chute de Ceaușescu et qui auraient permis une vue d'ensemble nécessaire pour comprendre le mécanisme des événements de décembre 1989 et leur réelle influence sur le caractère du nouveau pouvoir de Bucarest. L'intérêt du public étant contrôlé par le goût pour le dramatique, le tragique et les dénonciations timides des journalistes, quant aux mensonges relayés par l'ensemble de la presse/des médias, ont fait que la Roumanie a été rapidement écartée de l'actualité. Elle ne recouvre tout au long du mois de janvier qu'un espace réduit dans les pages des journaux.

L'intégrité des journalistes qui ont participé à la désinformation sur la Roumanie, le questionnement sur leur professionnalisme dans leur quête du sensationnel ont occupé le premier rang dans les débats des spécialistes des médias. Les répercussions lors de la guerre du Kosovo de 1999 ont été une prudence exagérée et un contrôle très stricte des informations, mais les dérapages sont apparus de nouveau. L'exagération sur le nombre des victimes, les analogies avec l'Holocauste sont apparues encore une fois. Par la suite on a invoqué le « syndrome de Timișoara » et « l'obsession des tombes collectives »¹ en guise de « justification ».

Les conséquences de la couverture réalisée par la presse écrite belge ont été donc aussi bien politiques que médiatiques. Le monde des médias s'est reconsidéré, s'est fait l'autocritique mais il s'est agi d'une mea-culpa destinée à se faire pardonner par le public trompé. Même si, par la suite, le public a oublié les précédents et a été encore une fois sensible à de nouveaux charniers bien réels ou créés et le sens critique, l'objectivité du journaliste ont été écartés encore une fois au bénéfice des nouvelles terrifiantes, terribles, sensationnelles.

¹ Serge HALIMI et Dominique VIDAL, « Chronique d'un génocide annoncé », cit.